

Quartiers ouvriers en mutation : patrimoines et interculturalité en devenir

Remerciements

Nous voudrions remercier tout particulièrement Bouzid Belgacem, Maurice Vidrequin et Hamza El Kostiti pour avoir rendu possible cette rencontre. Nos remerciements s'adressent également aux anciens salariés, aux membres des associations partenaires, du laboratoire IRHiS et autres participants ayant aidé à l'organisation de la rencontre, notamment : Bilal Abdallaoui, Sylvie Aprile, Martine Aubry, Farida Azzoug, Tina Belabess, Myriam Betka, Vincent Boutry, Valentin Deboudt, Renaud Gras et son équipe (Badinage), Hamed Hadjdoudou, Kamilia Knhagui, Anne Lescieux, Pierre-Emmanuel Pessemier, Charlie Poitout, Philippe Raimont, Jean-Marie Saison, Thibault Tellier, René Wadin, Mathilde Wybo, Mohammed Zeghlache.

Merci également aux intervenants de cette rencontre : Mehmet Arikan et Nadia Bouferkas (association Tribu), Josette Breton, Agnès Crucé, Pascale Debrock, Daniel Dubuisson, Albert Le Bleu, Caroline Lejeune, Yves Lepers, Pierre Tissier (Ardelaine), Pascal Denizart.

Ainsi qu'à Marie-Thérèse Chaupin (Atelier Laines d'Europe),
Pierre Cornard et l'orchestre Kings Stompers,
Slikaprod,
La Plaine Images,
Le Collectif de l'Union,
La SEM Ville Renouvelée,
Le Centre Européen des Textiles Innovants,
Les villes de Roubaix et Tourcoing.

Un film de 42 minutes a été réalisé à partir de cette rencontre (contacts : pepessemier@gmail.com ; mathildewybo@yahoo.fr)

Contacts

helene.hatzfeld@culture.gouv.fr
claudiobroitman@gmail.com
mathildewybo@yahoo.fr

Photographies et images :

Sylvie Grange, Mathilde Wybo, Association Badinage, Claudio Broitman

Photographie de la couverture :

Image de l'ancienne chaufferie du site industriel du Peignage de la Tossée (c) Mathilde Wybo.

Décryptage et mise en page :

Claudio Broitman

<http://www.ipapic.eu>

© GIS IPAPIC 2014

Avec la participation de :



SOMMAIRE

Présentation	4
Première partie : La mémoire de la Tossée	7
Le cercle d'accueil	7
La visite du « petit musée » des anciens salariés de la Tossée	8
Le café « Chez Salah », figure d'une résistance urbaine ?	8
Deuxième partie : La visite du site de l'Union	11
Une maquette en débat	11
La prise en compte du patrimoine par l'aménageur.....	14
Un jardin partagé : en filiation des mobilisations urbaines et citoyennes.....	15
La chaufferie : témoin de l'histoire d'une industrie textile mondialisée.....	17
Le projet d'aménagement en débat comme pratique interculturelle.....	19
Le nouveau quartier : images d'une transformation réalisée.....	26
Troisième partie : Séminaire « Regards croisés »	29
Quatrième partie : Café citoyen textile	36
Où et comment se transmettent les mémoires des gens de l'industrie?	36
Conclusion	40
Participants	41

PRÉSENTATION

La rencontre annuelle du Groupement d'intérêt scientifique « Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles » (IPAPIC) s'est tenue les 4 et 5 septembre 2014 à Roubaix et Tourcoing (Nord) sur le thème "Quartiers ouvriers en mutation : patrimoines et interculturelité en devenir".

Elle s'intéresse à un territoire en mutation : la ZAC¹ de l'Union, située sur les territoires de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, près de Lille et de la Belgique. Depuis 10 ans, ce territoire, qui s'étend sur 80 hectares, est engagé dans un projet de requalification urbaine : il est destiné à devenir l'un des plus grands écoquartiers de France.

Dans ce contexte, le séminaire organisé par le GIS a abordé les processus de patrimonialisation sous plusieurs angles. D'abord a été posée la question de l'histoire du quartier : Quelles mémoires s'expriment ici et pourquoi ? Comment l'histoire et le passé ouvrier sont-ils pris en compte dans ce processus ? Quelles sont les logiques d'effacement à l'œuvre ? La notion de patrimoine appliquée à ce quartier a elle-même fait l'objet de discussions à plusieurs moments :

en quoi peut-on parler de patrimoine ici ? Comment le sens habituel de patrimoine est-il mis en question ? Dans ce territoire en mutation, inséré dans des quartiers populaires, les acteurs ont-ils une représentation partagée de ce qui fait patrimoine ?

La transformation du quartier en « écoquartier » a aussi suscité de nombreuses interrogations. Comment un collectif de citoyens, composé notamment d'anciens salariés, imagine-t-il l'avenir du site ? Que revendiquent les anciens salariés, les habitants, les citoyens ? Ces demandes sociales d'histoire et de mémoire sont-elles prises en compte par les autres acteurs (aménageurs, institutions patrimoniales, université, élus, etc.) ? Enfin, la complexité des enjeux propres au site a incité les participants à s'interroger sur les pratiques et les potentialités interculturelles : dans un site aux multiples facettes, comment les cultures populaires ouvrières, patrimoniales, scientifiques, techniques, artistiques dialoguent-elles ? De la ville industrielle à la « ville durable », quelles articulations patrimoniales observe-t-on ?

Une alternance de visites, présentations, films, débats... propice aux décalages de points de vue

Le séminaire commence en fin d'après-midi, dans la simplicité, par un accueil chaleureux dans le quartier du Pont Rompu à Tourcoing. Dans la cour de la Maison des Services, dehors et en cercle, près de 80 participants, venus de tous horizons, sont réunis. Un temps précieux est consacré à faire connaissance. Chacun se présente, exprime ses attentes. La soirée se poursuit avec la visite du « petit musée » aménagé par l'AASPT² dans une ancienne salle de classe et par un repas convivial, en plein air, tout juste suivi par la diffusion d'un film documentaire, qui suscite les premiers questionnements. Le cadre est posé : une mobilisation associative forte prolonge le combat syndical du début des années 2000 datant de la fermeture de l'usine (Peignage de la Tossée), la transformation d'un quartier et la présence de vestiges (bâti, objets, souvenirs), témoins d'une histoire mal connue et peu reconnue. Le lendemain, tous les participants rejoignent le quartier de l'Union, vaste zone en chantier, située à la jonction de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos. Nous sommes accueillis par Agnès Crucé, directrice du projet piloté par la Société d'économie mixte (SEM) Ville Renouvelée et Yves Lepers, chargé de la participation citoyenne, pour une présentation du projet d'aménagement, suivie d'une visite sur site. Ces temps d'échanges sont l'occasion de faire émerger des décalages et de nouveaux questionnements.

À la Maison de l'Union, une maquette donne à voir le quartier en 2022. Elle révèle d'abord l'écart existant entre une logique de l'aménagement qui pense la transformation comme un processus technique, comme un changement de fonctions des bâtiments (par exemple par la destruction

des bâtiments industriels et leur remplacement par des logements), et d'autres logiques : patrimoniales (quels bâtiments, quelle histoire et quelle mémoire sont conservés ?) ou citoyennes insistant sur les mobilisations et les choix de projet de développement. La maquette et les explications qui l'accompagnent révèlent aussi l'ampleur de l'effacement de l'histoire industrielle, populaire et immigrée du quartier au profit d'un avenir d'écoquartier. Elles suscitent un débat sur la place à donner aux habitants dans l'élaboration d'un projet d'aménagement. L'aménageur doit-il avoir un rôle social et si oui quand ? Alors qu'à l'Union, le « volet social » ne figurait pas dans la commande faite à l'aménageur par les collectivités locales mais a été ajouté a posteriori, des participants font valoir d'autres expériences qui montrent la possibilité et la nécessité de se préoccuper de l'histoire du site en amont de l'aménagement.

Le décalage est aussi suscité par l'immersion dans l'ancien site industriel du Peignage de la Tossée d'où émergent quelques bâtiments non démolis tels que la chaufferie ou la conciergerie. Pourquoi les conserver ? En quoi font-ils patrimoine et pour qui ? Les participants reviennent plusieurs fois sur cette question, apportant divers exemples tirés de leur expérience et provoquant une série de déplacements dans les points de vue. Le débat rebondit à la Plaine Image où les participants sont accueillis pour le séminaire « Regards croisés ». L'Imaginarium, ancienne manufacture textile Vanoutryve, réhabilitée en centre de recherche et en pépinière d'entreprises dédiés à l'image et aux industries créatives, donne un aperçu tangible de transformation possible du quartier autour de nouvelles formes de production.

1 Zone d'Aménagement Concerté

2 Association des anciens salariés du Peignage de la Tossée

Des réflexions à poursuivre

Ce séminaire, par la diversité des lieux et des prises de parole, a suscité de nombreuses réflexions. Tout d'abord, le contemporain, les témoins vivants d'une histoire récente ou en train d'être vécue peuvent-ils être considérés comme du patrimoine ou bien seules les réalités patinées par le temps et mortes y ont-elles droit ? Cette question en croise une autre, la rendant d'autant plus aiguë : les quartiers populaires, les grands ensembles d'habitat social peuvent-ils être considérés comme du patrimoine, alors que les politiques d'urbanisme les stigmatisent et les détruisent ? L'exemple des villes de la Reconstruction d'après la Seconde guerre mondiale, à l'architecture et à l'urbanisme longtemps dévalorisés, montre que certaines sont aujourd'hui attractives et ont obtenu le label « Ville d'art et d'histoire », donc qu'un retournement de valeurs est possible.

Mais le patrimoine concerne-t-il seulement le bâti ? A cette idée, qui émane de la maquette où l'on distingue, en bleu, quelques « bâtiments remarquables », répondent différents arguments qui peu à peu construisent une autre

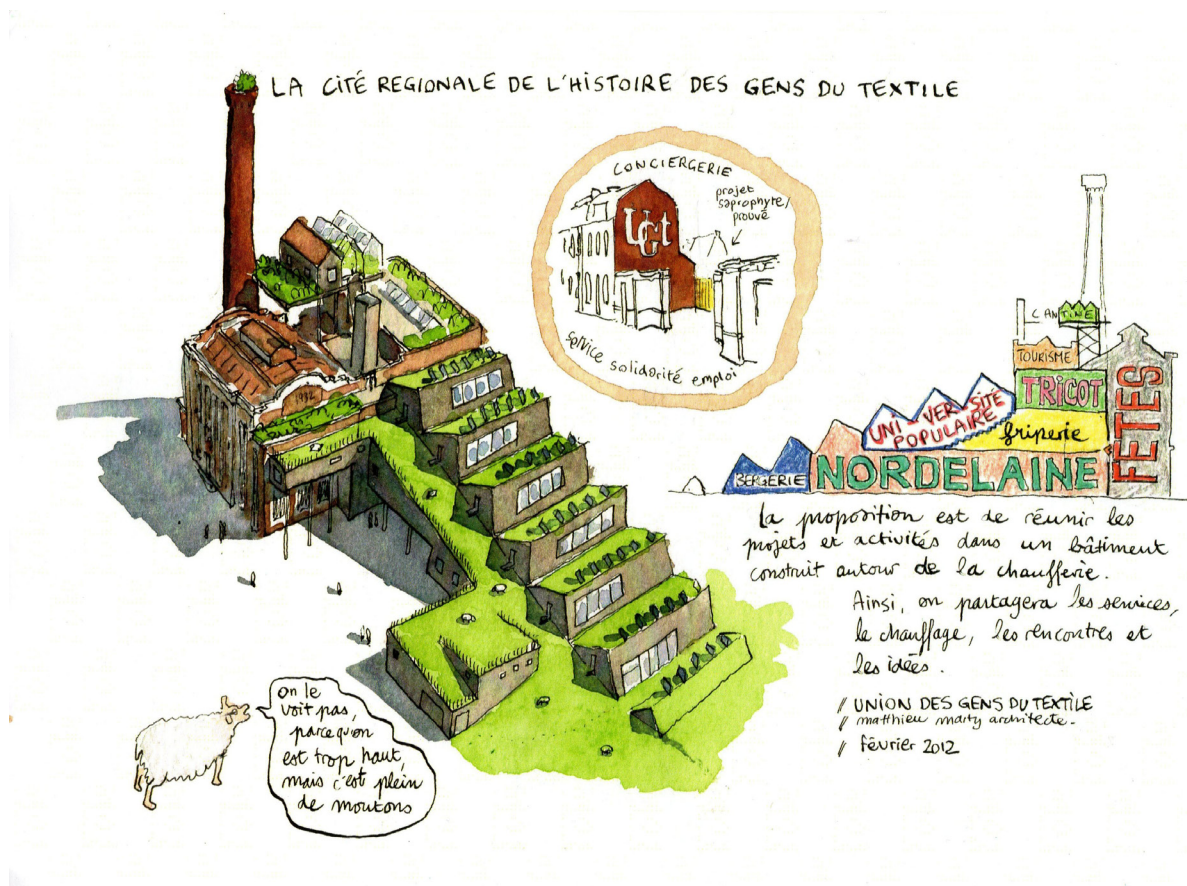
idée du patrimoine. Le patrimoine est ce qui prend du sens pour des gens qui en défendent la conservation et la valorisation : il ne peut pas être pensé sans les populations qui en connaissent l'histoire, qui en font la mémoire.

Quelle(s) forme(s) de patrimonialisation peut(vent) être envisagée(s) sur le site ? Une première forme est suggérée par le petit musée des anciens salariés de la Tossée, forme emblématique qui est aussi évoquée à propos du café « Chez Salah ». Elle traduit la volonté de transmettre une histoire et une mémoire propres, mais se trouve confrontée à la multiplicité des autres attentes semblables portées d'autres anciens travailleurs du textile... Un dépassement de cette idée première est proposé avec le projet de Cité régionale de l'Histoire des Gens du Textile, élaboré notamment par l'Union des Gens du Textile, l'Association des Anciens salariés du Peignage de la Tossée, l'Université populaire et citoyenne de Roubaix et des chercheurs de l'Institut de Recherches historiques du Septentrion.

Un patrimoine vivant, source de développement pour l'avenir

Ce projet de Cité régionale de l'Histoire des Gens du Textile vise à donner un sens au patrimoine en en faisant une ressource de développement à la fois social et économique pour l'avenir, en associant les savoir-faire acquis durant les nombreuses années de travail, de

solidarité et de mobilisations et les innovations portées par les jeunes. Rassemblant une coopérative de production textile, des lieux de réunion et de formation, des services pour les chômeurs, ce projet de cité plutôt que de musée s'inscrit dans une démarche résolument citoyenne, au sens



Vue d'artiste (par M. Marty) (c) UPC/UGT.

où elle veut manifester la capacité des gens à prendre en mains collectivement les différents aspects de leur vie. La sauvegarde d'un patrimoine industriel, ouvrier, immigré, populaire prend ici sens comme critique du modèle de développement sur lequel étaient fondées la production industrielle (textile et bien au-delà) et les conditions de travail, de vie, d'exploitation des ressources qui lui sont liées. Elle devient expérimentation d'un nouveau modèle de développement, prenant au mot le slogan institutionnel qui promet au quartier de l'Union de devenir un « écoquartier ».

Si ce projet de cité n'a pour l'instant pas de concrétisation, la visite au jardin partagé a montré comment la réalisation de « jardins rêvés » sur une parcelle concédée par l'aménageur est la source d'une redécouverte par les jeunes et d'une revalorisation par les habitants plus anciens, de l'histoire des mobilisations du quartier en termes de patrimoine qui légitime l'expérimentation écologique dans le jardin partagé. L'évocation de la longue lutte menée avec succès par les habitants de l'Alma-Gare, qui jouxte le quartier de l'Union et dont de nombreux habitants étaient issus, pour empêcher que leur quartier soit rasé et pour faire réhabiliter ou reconstruire les habitations dans une logique de convivialité de voisinage, montre ainsi qu'elle

fait partie intégrante du patrimoine du quartier. De même, la lutte des riverains du canal, qui a permis que de lieu de circulation industriel puis dépotoir, il devienne aujourd'hui un canal fréquenté par les bateaux de tourisme, est appelée à justifier la possibilité d'un renversement des valeurs.

Le Café citoyen textile a constitué le dernier temps de ce séminaire. Rassemblant de manière conviviale plusieurs centaines de personnes au Centre européen des textiles innovants (CETI), il a donné à voir et entendre la dynamique en cours. En ouvrant sur d'autres luttes, en donnant en partage les valeurs d'un avenir construit sur l'histoire et la mémoire ouvrières et immigrées, sur l'hospitalité et la solidarité transmises, sur la force de résistance et d'invention, il a constitué un temps fort d'interculturalité en actes.

Cette rencontre a été rendue possible grâce à l'implication d'associations (Université Populaire et Citoyenne de Roubaix-UPC, Union des Gens du Textile-UGT, Association des Anciens Salariés du Peignage de la Tossée-AASPT) et du laboratoire de recherche IRHiS (Institut de Recherches historiques du Septentrion) de l'université de Lille 3, dans le cadre du programme de recherche « Chercheurs Citoyens » soutenu par le Conseil régional Nord/Pas-de-Calais.

PREMIÈRE PARTIE : LA MEMOIRE DE LA TOSSÉE

Le cercle d'accueil

Bouzid Belgacem, membre fondateur de l'Association des Anciens Salariés du Peignage de la Tossée et président de l'Union des gens du textile et Maurice Vidrequin, président de l'Association des Anciens Salariés du Peignage de la Tossée, accueillent chaleureusement, « d'abord en gens du nord », le GIS Ipapic et l'ensemble des participants. Ils rappellent le combat mené depuis 2005, depuis la fermeture de l'usine, pour aider les ouvriers licenciés et « maintenir des liens entre ces hommes et ces femmes venus de différents horizons ».

Mêlant accueillants et accueillis, les participants se

présentent. Le cercle qu'ils constituent crée l'égalité des présences et des voix. S'élargissant au fur et à mesure des arrivées, il donne à voir et à entendre la diversité des personnes, au-delà de leur métier ou de leur âge, à exprimer l'attente de chacun à l'égard de cette rencontre, à percevoir des moments singuliers d'une histoire dont la suite n'est pas encore connue.

C'est ensuite par les traces qu'elle a laissées que les participants sont invités à entrer dans cette histoire en train de se faire et à en questionner la signification et les prolongements possibles.



Maurice Vidrequin, Bouzid Belgacem, Hélène Hatzfeld et Xavier de la Selle accueillent le groupe. (c) Association Badinage.

La visite du « petit musée » des anciens salariés de la Tossée

La première trace proposée est la visite du trésor des anciens salariés du Peignage de La Tossée, ce qu'ils appellent fièrement leur petit musée tout en en soulignant la modestie : disposés dans deux anciennes salles de classe de la Maison des services, photos, ballots de laine, outils, registres du personnel, archives, tableaux... témoignent de la vie d'une usine aujourd'hui disparue. Devant ces objets, s'esquisse une histoire des techniques dont ces objets sont

une expression concrète. Mais le trésor garde son secret : le travail et la vie des ouvriers, la lutte de certains pour sauvegarder ce qu'ils ont pu, ne sont pas dits. Peut-être n'est-ce encore ni le lieu ni le moment... Mais c'est un lieu où vit la mémoire de l'usine. Les vestiges matériels de l'ancien peignage de laine servent de support à la remémoration, individuelle et collective.

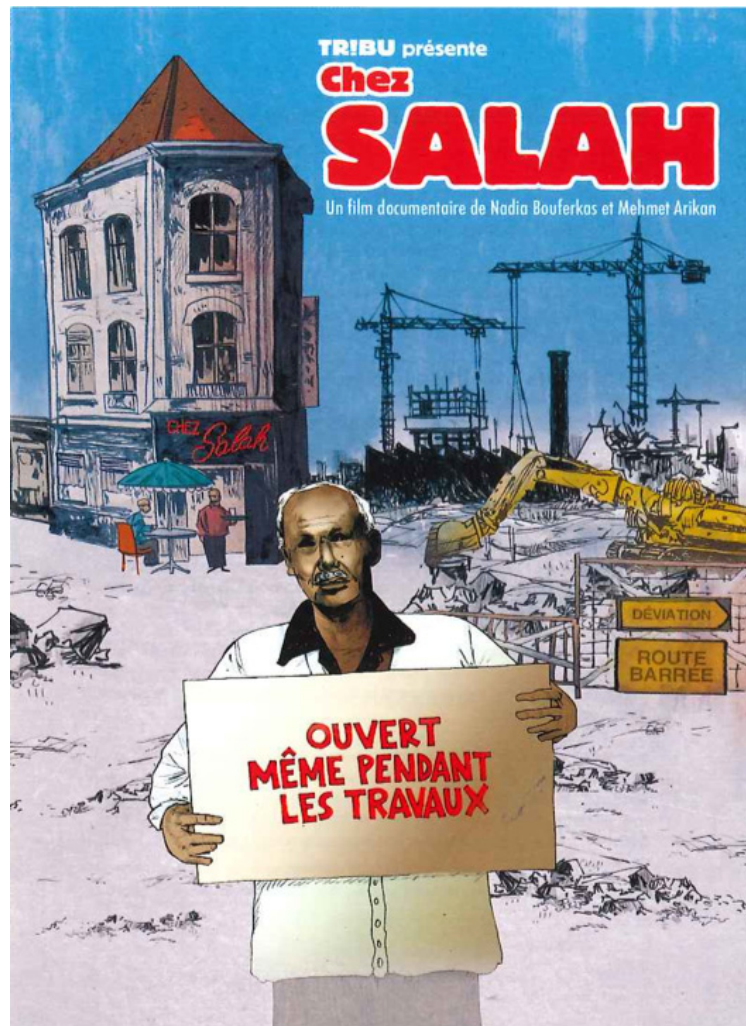


Au « mini musée » de la Tossée ; où vit la mémoire de l'usine. (c) Mathilde Wybo.

Le café « Chez Salah », figure d'une résistance urbaine ?

Deuxième trace : le film documentaire « Chez Salah » présenté le soir sous le chapiteau de l'association Badinage. Avant la diffusion, Renaud Gras, directeur de cette compagnie et école de cirque, présente les activités de cette association et propose une incroyable démonstration de diabolo, de dates et d'origines très divers, dont il projette de faire un musée. Puis, l'obscurité est faite sous le chapiteau. Le film plonge les participants dans l'ambiance de la démolition du quartier de l'Union, à travers l'histoire d'un cafetier d'origine algérienne qui survit dans son café au milieu d'un espace rasé. Le film fait entr'apercevoir la vie du quartier disparu, la vie des ouvriers vue de l'extérieur de l'usine. Le lieu apparaît comme un écheveau complexe

où se croisent les fils des immigrations, des marchands de sommeil, des solidarités, des luttes, des silences devant ce qui ne peut pas être dit. Le film évoque cela - les non-dits. Ils sont la source des voix qui, s'exprimant après le film, tentent de redresser le tort fait à un homme, réduit à être confiné dans un café déserté, à un territoire vidé de ses habitants, à une culture effacée de l'entraide et de la mixité sociale. A la fin de la diffusion, un débat vif s'engage entre les participants (membres et invités du GIS, anciens habitants du quartier présents pour l'occasion, réalisateurs du film). Les éclats de voix multiples font apercevoir la complexité des vécus de l'histoire et des sentiments suscités par le film.



« Du dernier des Mohicans à l'irréductible gaulois, on a donné tous les surnoms à Salah Uujdane, jusqu'aux plus incongrus. Son combat a fait le tour de France et des rédactions. Garder son café et son gagne-pain, sa maison contre vents et marées, expropriations et démolitions. Tel un phare, Chez Salah trône toujours au milieu du no man's land de l'Union, dernier vestige d'un passé presque déjà oublié, dernier pilier de sa mémoire » (extrait des pastilles sonores réalisées par l'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix, 2012).

ÉCLATS DE VOIX AUTOUR DU FILM « CHEZ SALAH »

« Deux mots : résistance et un énorme gâchis. Gâchis parce qu'il y avait d'autres solutions que de tout détruire. Résistance parce que dans mon entreprise aussi on a fait preuve de résistance ».

« On a fabriqué la figure d'un Salah résistant. A un moment donné on a fait le choix de mettre en lumière Salah. Pour moi, Salah n'est pas « le résistant ». Dire « Salah, c'est le résistant », c'est poser la question : et les autres habitants ? On suppose qu'on a été d'accord avec ceux qui ont fait le choix de rester, sauf que bien avant, on a vidé un quartier de ses habitants, avec des méthodes répressives pour arriver à cette désertion. Pourquoi on fait croire qu'on a respecté le choix des habitants ? J'ai donc quelques réserves sur cette figure de résistance ».

« Ce que je trouve intéressant, c'est qu'à partir de la personne de Salah, le film évoque le fait de conserver le lieu en en parlant comme d'un symbole. On peut se demander s'il vaut le coup de le conserver alors que tout le reste est mort. Est-ce que c'est encore du patrimoine quand il n'y a plus qu'une personne et qu'un lieu ? »

« J'ai habité à côté, près du canal. C'était un canal industriel complètement déserté. Peu à peu, il est devenu un lieu de dépôt. Les personnes sont parties parce que ça devenait invivable, ça devenait impossible de résister. Il ne faut

pas oublier que ce lieu a mis 25 ans à se vider dans des conditions déplorables. La première résistance collective a été la remise en état du canal ».

« Quand je travaillais à la Tossée et qu'on faisait des grèves, Salah était formidable car il nous recevait dans son café. Et quand on n'avait pas un kopeck à la fin du mois, il nous disait : 'toi, Bouzid, toi Mohamed, tu me paieras quand tu auras de l'argent.' On est solidaires avec cet homme-là et on le soutiendra. Nous aussi les anciens du textile, on aurait pu brandir le drapeau blanc et dire : vous nous avez battus, c'est terminé. Mais non, on ne s'est pas laissé impressionner. On est toujours là et tant qu'il y aura des hommes et des femmes qui diront : 'non, ce n'est pas ce quartier qu'on veut, on veut un quartier où on est acteurs, pas spectateurs. Il faut que ces logements soient donnés aussi à des gens qui ont peu de moyens.'... Je suis heureux parce qu'on ne donnait pas cher de notre peau, de la peau d'une association comme nous mais on est toujours là ! »

« Je vous remercie pour ce film qui est toujours aussi émouvant. Je voulais dire que ce qui fait patrimoine, c'est que dans le Nord Pas-de-Calais, il y a des tombes où il est écrit : 'Kader et Yvette morts en 1892. Ils ont vécu ensemble x années'. Avec un copain, on a dit : 'tu te rends compte qu'il y a plus d'un siècle il y avait déjà des couples mixtes ! Ca ça fait patrimoine !'

« Vous demandez : est-ce qu'il faut garder le café de Salah ? Est-ce que ça a un sens ? C'est le rôle du GIS Ipapic de poser cette question. Mais en même temps, dans les institutions, ils ont repris la question en l'instrumentalisant pour d'autres objectifs en disant : 'ça n'a plus de sens !' Et puis des élus ont dit : 'mais c'est pas beau ! qu'est-ce que ça représente ?' Mais si Salah a décidé de donner du sens à ce café, pourquoi est-ce que d'autres personnes vont apporter une pensée exogène pour penser à sa place ? (...) Il faut démocratiser le débat sur qu'est-ce qui fait patrimoine et je crois que vous le faites bien et je vous demande de le faire encore plus. Tout le monde a le droit de décider ce qui fait patrimoine. Tout le monde a raison, tout le monde a tort ».

« Je tiens à démystifier Salah afin de ne pas tomber dans l'héroïsation, dans la fabrication des icônes qu'on aime bien en France. Salah n'a jamais demandé que son café devienne un mémorial. Il se bat jusqu'au bout parce que c'est son chez soi. Il a eu cette opportunité parce qu'il a de l'argent, qu'il tient un café, qu'il a une ouverture, qu'il a vu des choses. Il y a une histoire personnelle de Salah. A ce titre, il faut le soutenir. Mais résistant politique, non ! »

« C'est un très beau film, qui respecte l'intimité des gens, tout en leur donnant une dimension éternelle, assez mythique. (...) On voit un homme qui objectivement n'a pas beaucoup le choix et qui est l'homme au bout d'une vie, au bout d'un territoire où il ne se retrouve plus, un homme seul... c'est émouvant ».

« Je travaille sur les cafés dans la région de St Etienne comme lieux d'accueil et de mémoire de l'immigration dans des quartiers qui ont fait l'objet de nombreuses rénovations urbaines. Derrière cette question du patrimoine et de la mémoire, il me semble qu'autre chose est manifesté par votre association, qui est représenté par la figure de Salah : c'est le fait d'imposer le respect de la vie humaine, de l'être humain au milieu des dispositifs, des systèmes dominants, écrasants. (...) Il me semble qu'on a tout simplement à respecter là où il a choisi de vivre, comme dans votre association vous demandez que votre discours soit respecté et que vous puissiez continuer à agir sur place ».

« Ce monument dressé au milieu de toutes ces destructions en cours, faut-il le garder ? Si on considère que c'est un café, il représente la vie d'un individu, mais en fait il représente toute une histoire. Derrière ce café, il y a beaucoup de solidarité, toute une histoire, une vie affective qui font partie de tout être humain, que tout être humain peut partager. Doit-on garder ce café ? Si on le garde, plus rien ne sera en accord avec lui et en même temps, il va être une source d'interrogations pour les gens qui le verront puisqu'il ne ressemblera pas à ce qui l'entoure. (...) C'est cela le patrimoine : garder à travers une trace qui reste, une histoire passée. Le patrimoine, c'est une aventure humaine. Veut-on balayer ces aventures humaines, cette partie de l'histoire ou bien en garder un vestige qui continue à interpeller le présent, qui fait revivre, à travers cette interrogation, cette histoire passée des hommes avec tous les efforts qui ont été consacrés quand l'industrie textile était florissante, et qui mérite de subsister ? En tant que café ? En tant que lieu qui fait partie de l'histoire ? Si les vestiges disparaissent, l'interrogation ne peut plus se faire de la même manière ».

« C'était un quartier ouvrier dans lequel sont arrivés des gens qui n'avaient rien et qui, petit à petit, en ont fait un quartier vivant. Pourquoi fait-on table rase d'un quartier comme celui-là ? (...) Ce film me touche personnellement parce qu'il renvoie à la façon dont on construit sa vie finalement, ensemble ou pas, avec ce qu'on a ou qu'on n'a pas. Est-ce que, dans ce rapport au passé, le film n'est pas en train de nous dire : autrefois il y avait un collectif et aujourd'hui est-ce qu'on l'a encore ? Comment aujourd'hui construit-on des histoires que les générations futures raconteront ? Je me pose pas la question en terme de patrimoine ; pour moi, le film pose la question d'aujourd'hui ».

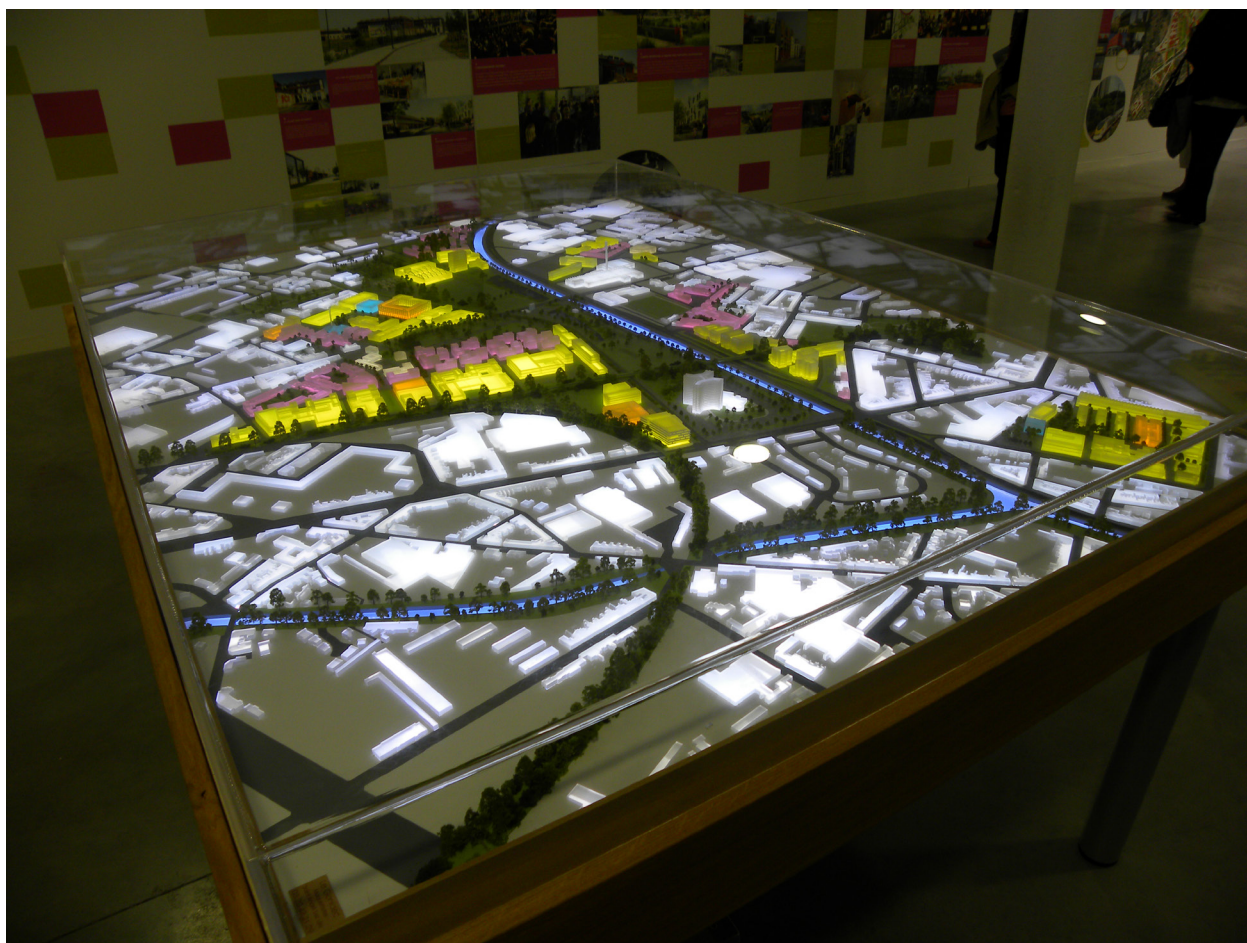
DEUXIÈME PARTIE : LA VISITE DU SITE DE L'UNION

Les participants sont accueillis par Agnès Crucé et Yves Lepers (SEM Ville Renouvelée) à la Maison de l'Union, située dans un des bâtiments réhabilités de l'ancien site industriel du Peignage de La Tossée à Tourcoing.

Une maquette en débat

Yves Lepers présente la Maison de l'Union, ouverte en 2012 mais dont l'aménagement a commencé en 2007. Ses fonctions sont de présenter l'histoire du quartier, à travers une frise du temps ; d'accueillir tout public pour donner des informations sur le projet d'aménagement en cours ; d'offrir un lieu de réunion et des temps de travail possibles

entre les partenaires du projet urbain dont le Collectif de l'Union³ ; de favoriser, enfin, une dynamique autour du quartier (expositions⁴, échanges avec les habitants⁵). Le débat s'engage rapidement autour d'une grande maquette représentant le quartier en 2022.



La maquette représentant le projet d'aménagement du quartier de l'Union en 2020. (c) Sylvie Grange.

Un participant : Que représentent les couleurs ?

Yves Lepers : Le blanc correspond aux territoires qui existent autour de la ZAC : logements, entreprises, etc. Cela montre que l'on est dans un territoire en reconstruction, en reconversion, que l'on est en train de refaire la ville sur elle-même. Les autres couleurs indiquent différentes fonctions urbaines. Le logement est représenté en rose ; en orange, ce sont des logements avec au rez-de-chaussée des services et des commerces, dans une logique de mixité. Le jaune correspond à l'activité économique. En bleu, ce sont les bâtiments remarquables qui sont conservés et appelés à avoir une fonction autour de la culture, sans pouvoir

préciser ce que ça va devenir. Par exemple, la chaufferie de l'ancien Peignage de la Tossée est un bâtiment qui est conservé et que l'on doit protéger. Différents projets sont susceptibles d'être accueillis. Enfin, la partie orange indique les parkings mutualisés (« parking silo »).

3 Le Collectif de l'Union est une association loi 1901 qui a été créée en 2005. Initié et animé par l'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix, il soutient trois projets : une ferme urbaine (La Cense de la Tossée), un lieu de mémoire autour d'une Cité régionale de l'Histoire des Gens du Textile (UGT) et un projet d'habitat écologique partagé (HEP).

4 Une exposition concerne le thème des mobilités urbaines (MobilUnion, visible du 18 septembre au 17 décembre 2014).

5 Entre 2007 et 2012, des « conversations » ont été organisées avec les habitants, à l'Atelier électrique, par exemple dans le cadre de la rénovation de l'îlot Stephenson.

Les éléments bâtis remarquables

Un débat s'engage sur ce que représentent exactement les éléments en bleu : quels critères ont permis de définir ces éléments comme remarquables ?

Yves Lepers : Ce travail de repérage a été réalisé dans des études préalables, menées vers 2004-2005, sur le territoire de la ZAC et aux alentours. Ce recensement a été réalisé par des architectes. Il a porté sur les bâtiments remarquables en termes d'architecture, de symbolique et d'organisation du passé industriel. Ces bâtiments ont été repérés, recensés. Les bâtiments ont été conservés. Il y a eu des réhabilitations pour une partie. D'autres sont en attente d'affectations.

Dominique Serena-Allier : Ce repérage sur le bâti existant s'est-il doublé d'enquêtes sociologiques ou ethnologiques ? A-t-il été associé à des formes de participation des habitants ?

Yves Lepers : Pour le peignage de la Tossée, l'étude ayant été menée à l'époque de sa fermeture, les anciens salariés ont été consultés sur les fonctions du lieu notamment mais pas sur la mémoire urbaine. Cette question s'est posée au moment de l'arrivée de l'aménageur (2007). Ce sont des questions qui ont été prises en compte. L'aménageur a eu cette fonction et ces questions se sont imposées, par la force des choses.

Dominique Serena-Allier : Il n'existait donc pas de volet patrimonial ou social a priori dans les missions de l'aménageur ?

Yves Lepers : En effet, cet aspect n'était pas dans la commande mais il était dans la réponse qu'a apportée l'aménageur, notamment à travers un volet participatif et un volet culturel. Deux personnes ont été embauchées pour cela. L'idée qu'on essayait de porter sur le projet général, c'était l'idée de la reconstruction d'une ville dans 50 ans. On était dans une logique de prospective et d'appropriation nécessaire. Le volet culturel était un des moyens d'appropriation, pour faire connaître le projet, avoir des regards différents, autres que purement techniques. Il y a eu des interventions artistiques notamment. Yves Lepers donne l'exemple d'une rue datant du début du XXe siècle, la seule qui a été réhabilitée, pour laquelle, « pendant le temps de déconstruction », a été passée une convention avec l'École supérieure d'arts plastiques de Tourcoing : « les étudiants en fin d'année sont venus investir ces maisons-là, qui étaient en démolition, ils sont venus mettre un certain nombre de leurs « œuvres » dans les maisons, afin de donner à voir le projet d'une autre manière. »

Qui a décidé des destructions, pour quelles raisons ?

Hélène Hatzfeld : On s'occupe de la mémoire quand les choses sont en train d'être détruites...

Yves Lepers : Quand les choses sont en train d'être rénovées.

Sylvie Grange : Ce qui passe par une destruction.

Yves Lepers : Oui, tout à fait. On était dans la question de la réhabilitation.

Sylvie Grange : Là, on ne parle pas de réhabilitation. Quand on emploie le terme de réhabilitation, on n'est pas dans ce cas de figure.

Yves Lepers : Techniquement, vous avez des champignons qui s'appellent la mérule, qui étaient à l'intérieur des maisons. Le traitement de la mérule a nécessité de faire tomber un certain nombre de murs.

Julie Corteville : Le choix de la destruction et de la reconstruction au lieu de la restauration est-il uniquement lié à des questions techniques ?

Yves Lepers : Au moment de la réflexion sur le projet, la Communauté urbaine de Lille a choisi de maîtriser le foncier. Une grande partie du territoire a été achetée et détruite. Dans un îlot, des habitants se sont mobilisés pour ne pas vendre, avec l'association « Rase pas mon quartier » constituée essentiellement par des propriétaires.

Des échanges ont lieu sur la forme de la maquette qui ne permet pas de visualiser clairement ce qui a été conservé du passé. Yves Lepers précise que la maquette n'a pas pour objet d'exprimer le volet patrimonial mais de montrer les fonctions urbaines et leur mixité.

Hélène Hatzfeld : Ce sont les critères de l'aménageur.

Jean-Pierre Balduyck : Sur la difficulté du dialogue avec les habitants, la rue Stephenson est un exemple : « même entre des gens de bonne foi et des élus qui faisaient ce qu'ils pouvaient⁶... Quand on fait une réunion de quartier, on dit aux gens que c'est impensable qu'on ne mette pas leur rue dans le périmètre d'étude, parce qu'elle est la seule rue qui reste, et que dans le concours d'architectes, on va bien se poser la question de ce qu'on fait avec cette rue, de comment on l'intègre ou pas dans l'environnement. Vous, vous dites périmètre d'étude ; eux, ils comprennent expropriation. À la fin de la réunion, des collègues de travail qui habitaient rue de la Tossée sont venus me voir, en me disant, 'quand t'étais syndicaliste t'étais franc, maintenant tu es vraiment tordu. Dis-nous si le 173 rue de la Tossée va être démolie ou pas, parce que toi, tu le sais.' On a toujours eu une confrontation entre ce qui était une étude sans avis préalable et des gens qui ont pensé de manière très sincère que le destin de leur rue était tracé, et que ce destin était la démolition. Et on traîne encore ça. Des articles de presse disent encore que le maire de l'époque voulait qu'on s'en aille.

⁶ Jean-Pierre Balduyck est un ancien maire de Tourcoing.

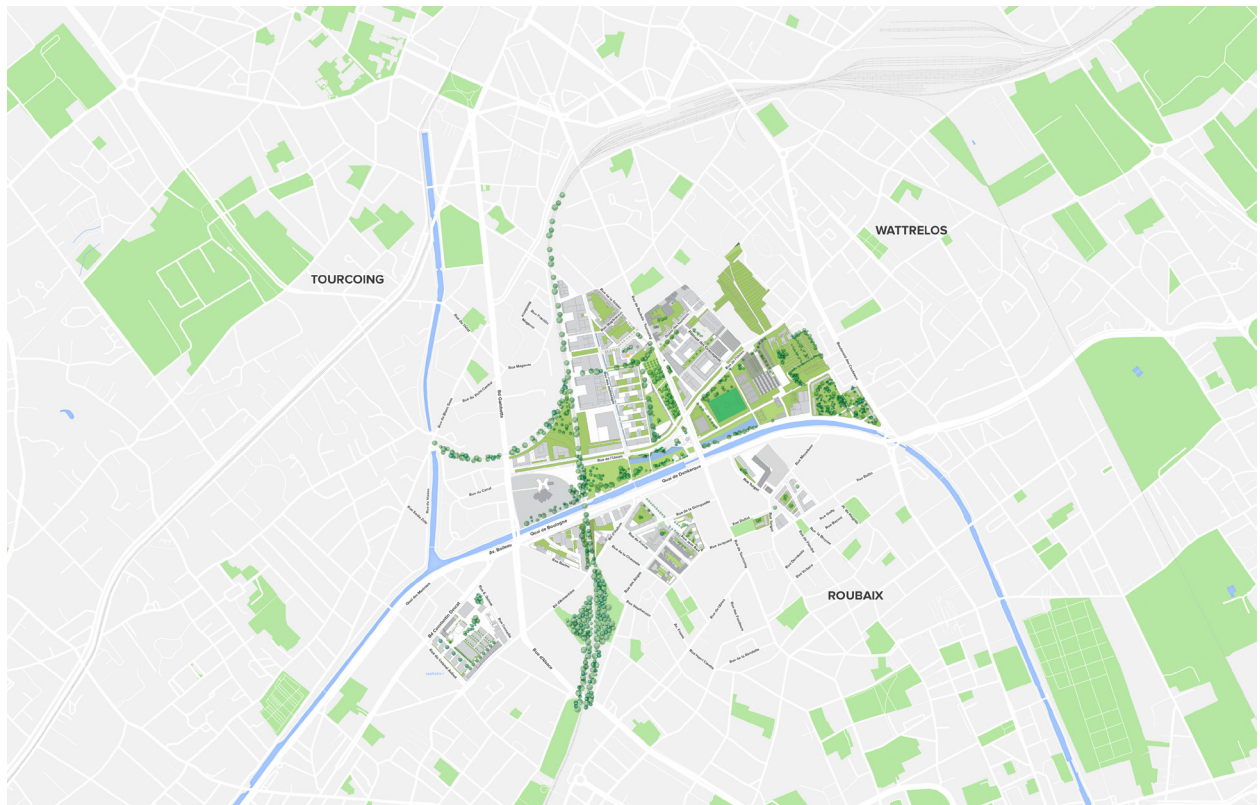
LE PROJET D'AMÉNAGEMENT URBAIN (PAR YVES LEPELERS)

Porté par la Communauté urbaine de Lille, le projet de l'Union se situe sur les communes de Tourcoing (45%), Roubaix (45%) et Wattrelos (10%), à 5 kilomètres de la Belgique.

- Le mandat qui a été donné par la Communauté urbaine à l'aménageur est une concession pour quinze ans, de 2007 jusqu'à 2022.
- Les fonds publics mis sur le projet représentent, pour la communauté urbaine et les trois villes, 280 millions d'euros.
- La surface à aménager : 500.000 m² à aménager, avec 6000 emplois potentiels et 3500 habitants.

La reconversion doit s'articuler autour de :

- deux pôles d'excellence visant à créer deux filières : une filière image avec Plaine Image et l'Imaginarium, et une filière textile avec le Centre européen des textiles innovants (CETI).
- la réalisation d'un écoquartier pilote. La commande consiste en une « programmation mixte en termes de fonctions : habitat, développement économique de l'entreprise, tertiaire et services. » Elle porte aussi sur « la réinstallation de la nature en ville, la mobilité, la prévision des circulations à l'échelle de 6000 employés et 3000 habitants venant en voiture ».
- la mise en place d'une gouvernance participative.



Carte du projet de l'écoquartier de l'Union. (c) SEM Ville Renouvelée.

La prise en compte du patrimoine par l'aménageur

Yves Lepers présente, avec un Powerpoint, la position et le rôle de l'aménageur sur le projet.

L'aménageur prend en compte :

- le fait que le passé industriel a déjà tracé un paysage urbain, avec le canal, la voie ferrée et certains éléments de trame urbaine. Mais le site était caractérisé par un entremêlement des usines et de l'habitat.
- l'existence des friches industrielles qui marquent le paysage⁷ et qui constituent pour une part des éléments du patrimoine. La question importante de la pollution a été prise en compte.
- Un autre aspect lié à l'histoire, c'est la multiplicité des acteurs concernés : la Communauté urbaine, les trois villes, sept quartiers qui sont à cheval sur le territoire de l'Union (voire huit), des associations et des mouvements dont l'existence précède l'aménagement et quelques habitants qui restent (l'îlot Stephenson, Salah et quelques autres).

Le projet d'aménagement a été confié aux urbanistes Reichen et Robert. Ses principes sont de :

- S'appuyer sur la trame urbaine existante, l'ouvrir, créer des perspectives tout en gardant des éléments de densité. Le passé « impose » certains choix.
- Préserver et transformer des bâtiments. A la Plaine Images, les bâtiments situés en cœur d'îlot ont été détruits et tout le reste a été conservé, réhabilité, transformé pour de nouveaux usages.
- Prendre en compte les matériaux disponibles, les réutiliser, les recycler pour la construction ou les routes.
- En architecture, essayer de définir ou d'imposer une écriture en palimpseste, réécrire sur les bâtiments existants. La Maison de l'Union avec sa façade est un exemple de réécriture, avec conservation des rythmes, de la forme des sheds pour y mettre des panneaux solaires, l'aménagement du site de l'ancienne brasserie Terken par Kipsta également.
- Prendre en compte les nouveaux usages, comme à l'Imaginarium.

D'autres aspects relèvent du rôle de l'aménageur :

- Favoriser une mobilisation des acteurs, l'émergence de projets. L'aménageur a aussi une fonction d'ingénierie : elle consiste à mettre en réseau les acteurs pour faire émerger des initiatives autour du quartier, à outiller. Il s'agit par exemple de la mise en place d'un fonds de participation pour les habitants, d'un soutien financier pour des acteurs comme le Collectif de l'Union, d'un club de partenaires autour de ce projet d'aménagement. Celui-ci réunit à la fois des associations, des conseils de quartier et des entreprises, il est censé être le lieu de rencontre de ces acteurs pour faire avancer l'Union et les projets.
- Se positionner comme outil technique pour accompagner les initiatives locales (et non faire à la place de...) : par exemple, prendre en compte la volonté d'un comité de quartier de développer un jardin partagé.
- Sur la question de la gouvernance : mettre en place des instances et des procédures pour organiser la rencontre entre des élus, des techniciens et des acteurs et travailler sur certains projets.

⁷ La moitié des friches industrielles existant en France est concentrée sur l'ensemble du Nord-Pas-de-Calais. Et 40 % des friches de la région sont dans la communauté urbaine de Lille.



Un ancien magasin de stockage de laine. (c) Claudio Broitman.

Un jardin partagé : en filiation des mobilisations urbaines et citoyennes

Les participants cheminent sur le site autour du jardin partagé et de l'ancienne chaufferie du Peignage de laine de la Tossée.

Les habitants, porteurs d'utopies réalistes

Caroline Lejeune, doctorante au CERAPS (Université de Lille 1) invite les participants à rejoindre le jardin, qui permet de faire un retour sur l'histoire urbaine, l'héritage roubaisien et ouvrier, dans ses pratiques sociales mais aussi dans ses solidarités locales. Cette histoire montre comment ces solidarités, à travers le Collectif de l'Union mais aussi les anciens salariés de la Tossée, peuvent être renouvelées et donnent à penser autrement la crise écologique.

Hamza El Kostiti, animateur social au sein de l'Union des Gens du Textile et militant écologiste, présente les projets et objectifs portés par le Collectif de l'Union depuis sa création en 2005 ainsi que sa participation au concours des jardins rêvés sur une parcelle de terrain mise à disposition par l'aménageur, dans le cadre de la gestion transitoire du site.



Avec Hamza El Kostiti, la relève des nouvelles générations. (c) Mathilde Wybo.

Hamza El Kostiti : L'aménageur et les élus, avec une association d'architectes, ont décidé de donner des morceaux de terrain, des « morceaux de patrimoine », pour lancer un concours de jardins rêvés. C'est une idée intéressante pour les gens qui vivent ici, autour de l'Union, puisque ce quartier n'a plus d'habitants. Ici, avant, il y avait des maisons, qui ont toutes été détruites, et maintenant on aménage cet espace pour en faire un jardin. Au début, ça a été très dur parce que quand on creusait la terre, on trouvait les fondations. Mais c'est un projet passionnant : depuis deux ans on crée du lien social, on fait des fêtes, on a bâti un mur en torchis, creusé une mare, on a planté des légumes avec les habitants, des plantes textiles, juste derrière la

Tossée. Des jeunes roubaisiens, comme Hamed ici présent, ont participé activement. Le concours est un prétexte pour créer du lien social et s'intéresser au projet de l'Union. Le projet du Collectif de l'Union s'appelle « Changer d'ère à l'Union » parce que l'on veut sortir de l'ère de l'industriel, du béton, de la voiture... Notre projet est alternatif. Le jardin s'appelle aussi « Le clos des utopies réalistes ». Peut-être que sur les questions de patrimoine, les débats qui paraissent décalés aujourd'hui seront normalisés dans trente ans. On essaye d'être précurseurs par rapport à ce qu'on revendique en matière d'écologie urbaine, comme l'étaient les habitants membres du « Collectif canal ». Ils se sont battus pour préserver le canal de Roubaix, qui était

menacé à l'époque (années 1990). Quand ils disaient qu'il fallait préserver ce canal, parce qu'il serait peut-être, un jour, rouvert à la navigation, on se moquait d'eux. Mais, trente ans après, le canal a été rouvert à la navigation. Les habitants n'ont pas toujours raison mais ils ont souvent un coup d'avance. Aujourd'hui, nous sommes fiers de faire ce jardin ici, qui est symbolique. C'est une façon de montrer comment les habitants se réapproprient un morceau de patrimoine. Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que l'on se fait un peu instrumentaliser, mais tout n'est pas noir ou rose, tout est complexe. On est content que l'aménageur ait fait ce concours. Toute cette histoire, toute cette aventure humaine, c'est du patrimoine.

De l'Alma Gare à l'Union

Pour **Caroline Lejeune**, ce qui se passe entre l'aménageur et certaines associations locales s'inscrit dans l'histoire de la filiation urbaine des mobilisations associatives, qui ont commencé depuis les années 1960 et 70, avec l'Alma Gare. L'Alma-Gare est un quartier situé au niveau de l'église, juste à côté de l'Union. Des habitants, constitués en collectif, se sont mobilisés pour sauvegarder leurs maisons ouvrières contre la destruction et leur remplacement par des tours. Cela a permis d'y créer une vie collective, de créer des premières expertises citoyennes en France et de fonder des premiers comités de quartier. C'était une vraie innovation à l'époque en termes de participation citoyenne et de mobilisation, précise-t-elle.

Cette mobilisation a créé de nouvelles formes de partenariats entre les pouvoirs publics et les associations, les habitants, dans une politique de la ville. Ce combat a duré dix ans.

Mathilde Wybo : La mobilisation des associations est une longue histoire dans ce quartier. Quand on fait la revue de presse de l'Union, on voit comment le Collectif de l'Union et les mobilisations autour du canal se situent dans une filiation de l'histoire de la citoyenneté et de la mobilisation urbaine. C'est très important de le noter. Ces actions, depuis dix ans, donnent une vraie humanité à ce projet d'aménagement. La question posée est : comment ce quartier écrit-il déjà son histoire et aussi comment les futurs habitants de l'Union pourront-ils trouver ici un terrain propice pour habiter ?

Quand il s'est terminé, un autre s'est ouvert : celui du Collectif Canal. Le canal de Roubaix était alors voué, par un projet de la métropole lilloise, à la démolition, pour construire une autoroute. Le collectif, pendant dix ans, va faire en sorte de revaloriser le canal, comme un élément de patrimoine, mais aussi comme un élément environnemental, qu'il est important de préserver compte tenu de la biodiversité du canal, alors qu'il est aussi pollué. Des partenariats vont se créer, des projets européens vont permettre de revaloriser le canal, et finalement les élus, à un moment donné, diront 'très bien, nous allons maintenir le canal de Roubaix, et on va travailler sur lui en tant qu'élément de revalorisation'. Un élément important qu'avait revendiqué le Collectif Canal était de créer un quartier qui s'ouvre sur le canal, que le canal puisse rassembler la population et permettre de penser à de nouvelles activités.



Au jardin « le clos des utopies réalisées ». (c) Mathilde Wybo.

Pendant toute cette période, le site de l'Union était en train d'être délaissé : friche industrielle sur friche industrielle, avec un traumatisme social important. 50 % des 17 à 25 ans sont au chômage ici, il y a une forte précarité locale. À la fin des années 1990, le quartier de l'Union a fait l'objet de plusieurs projets : un Stade Olympique, un projet tertiaire, une multiplicité de projets urbains jusqu'à ce que finalement, lorsque l'agenda 21 en 2006 a été voté à Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU), la communauté urbaine décide de faire de l'Union le premier écoquartier pilote de la métropole lilloise.

Écologie urbaine, justice sociale et patrimoine

Caroline Lejeune : Depuis 2005, les revendications classiques du Collectif de l'Union, sur l'emploi ou le logement par exemple, ont évolué vers les enjeux écologiques : comment relocaliser l'emploi, repenser la question de l'habitat, la production et l'alimentation locale, etc. Aujourd'hui on pourrait dire que le Collectif de l'Union a « écologisé » ses revendications et a fait du patrimoine un élément de reconversion de ses propositions, puisqu'il revendique l'agriculture urbaine qui permet de continuer l'histoire des jardins ouvriers par exemple. Cela a permis

de redynamiser la question du textile dans le Nord-Pas-de-Calais et d'en faire peut-être un élément structurant pour ce territoire : pas forcément uniquement à travers le textile innovant, qui peut effectivement avoir sa place, mais aussi à travers le savoir local et l'histoire territoriale des gens du textile. Cela permettrait de reconnaître cette histoire et donc celle des populations qui vivent autour de l'Union. Je pense que c'est un élément structurant de l'histoire locale et aussi un élément de justice à la fois sociale et environnementale.

La chaufferie : témoin de l'histoire d'une industrie textile mondialisée



La chaufferie, emblème industriel. (c) Mathilde Wybo.

Bouzid Belgacem : Ici vous êtes sur le site de la Tossée, une entreprise qui s'étendait sur 7 hectares. Elle a compté jusqu'à 1200 ouvriers et 17 nationalités différentes. A la fin, nous n'étions plus que 200 salariés. Le bâtiment qui est derrière moi, c'est là où l'énergie était produite, l'ancienne chaufferie, un très beau bâtiment, mais que nous ne pouvons pas visiter pour des raisons de sécurité. Au plus fort de la production, à la Tossée, il y avait l'équivalent de 20.000 moutons qui rentraient chaque jour. La laine était le produit principal traité ici. Elle venait d'Australie, de Nouvelle Zélande, d'Argentine, d'Afrique du Sud, de France aussi, etc. La laine arrivait aux ports de Zeebrugge, Dunkerque..., d'où elle était transportée par camion jusqu'aux différentes usines du coin. Rien que sur Tourcoing, il y avait 21 peignages. Quand la laine arrivait ici, elle était sélectionnée, triée, lavée. Trois choses en étaient extraites : la laine, l'eau, qui contenait une matière grasse qui s'appelle le suint, dont on faisait de la lanoline, qui s'utilise pour les produits cosmétiques tels que le rouge à lèvres, les pommades, etc. La boue aussi était récupérée, traitée et par la suite elle était envoyée dans les champs pour l'agriculture : c'était un excellent engrais.

Le peignage était la première industrie de transformation de la laine ; après c'était la filature et le tissage. Mais tout démarrait du peignage. Les conditions de travail étaient très difficiles : le taux d'humidité au lavage était de 72 % je crois, la chaleur pouvait monter jusqu'à 50 degrés. Les bobines de laine qui sortaient pour être envoyées en filature pesaient entre 25 et 30 kilos. Peu de femmes travaillaient dans l'usine (environ 10%), parce que c'était un métier très difficile.

Hélène Hatzfeld : Pourquoi ce bâtiment de la chaufferie a-t-il été finalement conservé et d'autres ont-ils été détruits ?

Bouzid Belgacem : Je pense qu'il a été conservé parce qu'il est apprécié au niveau architectural. Je pense aussi qu'à travers le combat que l'association a mené depuis plusieurs années, le bâtiment a été conservé pour accueillir éventuellement un lieu de mémoire vivant.

Maurice Vidrequin : On peut ajouter que la chaufferie alimentait en énergie toute l'usine. Au début, elle fonctionnait avec du charbon, ensuite avec du fuel et sur la fin, les chaudières fonctionnaient au gaz.

Bouzid Belgacem : Le charbon qui alimentait les chaudières venait par péniches, sur le canal. La chaufferie s'est arrêtée le 19 avril 2004.

Jean-Barthélemi Debost : La chaufferie produit de l'énergie. Donc c'est le centre nerveux. Assez souvent, dans de grands projets de patrimoine industriel, c'est la chaufferie qui est l'objet de toutes les considérations des gens qui veulent retravailler ce patrimoine-là. Aux grands Moulins de Pantin par exemple, toutes les façades ont été

grosso modo transformées. Mais le cœur même, qui est resté en état, bien retravaillé, c'est la chaufferie. Il y a de beaux cadrons, de beaux objets... La chaufferie, c'est un objet séduisant.

Maurice Vidrequin : Roubaix était appelée « la ville aux mille cheminées »...

Pierre Tissier : D'après ce que j'ai compris, la destination définitive de la chaufferie n'est pas encore actée.

Bouzid Belgacem : Effectivement, mais nous, en tous cas, nous ne baisserons pas les bras, et nous continuerons à nous battre pour que cette chaufferie nous soit octroyée pour notre lieu de mémoire. Une petite victoire que nous avons aussi obtenue, après un combat de longue haleine, c'est la maison du concierge. Bientôt, nous pourrions nous installer dans cette maison pour tenir les permanences de l'association. Ce sera comme un retour aux sources. Actuellement, nous faisons des permanences deux fois par semaine au Pont Rompu à Tourcoing. Nous faisons de l'aide sociale avec les anciens salariés ou avec leurs enfants qui ont des problèmes de toutes sortes, de logement, d'emploi, etc.



La chaufferie, lieu de mémoire pour les anciens ouvriers. (c) Mathilde Wybo.

Sophie Deshayes : Avant que la laine arrive d'Australie ou de Nouvelle Zélande, il y avait bien une production locale ? Comment s'est créée cette relation avec l'Australie et la Nouvelle Zélande ? Comment peut-il y avoir une activité sans base locale ?

Jean-Pierre Balduyck : Roubaix et Tourcoing étaient une terre de bocage, avec de petits agriculteurs comme en Flandre et en Avesnois qui avaient quelques vaches et des moutons. Ces agriculteurs, plus exactement les femmes et les enfants à la maison, fabriquaient un tissu de très haut niveau. Il s'agissait de productions locales comme on en trouve encore actuellement dans certaines vallées de France, en Ardèche ou dans le Mercantour. La qualité des vêtements avait eu pour effet que des colporteurs, des commerciaux rachetaient ces tissus et ces vêtements et les vendaient dans toute l'Europe. Bruges, ville qui s'est développée sur l'industrie textile artisanale, était le port d'exportation. Comme le développement était très fort, il n'y avait pas suffisamment de laine parce qu'il n'y avait que quelques fermes avec quelques moutons, d'ailleurs moins rentables que les vaches, donc en diminution. Donc on a fait venir initialement la laine d'Écosse et d'Irlande, ensuite ces colporteurs sont devenus des investisseurs, et à ce moment-là, il fallait aller chercher la laine plus loin que l'Écosse.

Marie-Thérèse Chaupin : L'industrie de l'élevage, c'est une toute petite industrie très familiale avec beaucoup de travail manuel. Un changement considérable intervient au XIXe siècle, avec la révolution industrielle et l'introduction du machinisme. La conquête de l'Australie s'est traduite par l'implantation d'immenses troupeaux, complètement

standardisés au niveau de la laine, qui sont adaptés à l'industrie. C'est une des causes du déclin de toutes les petites entreprises, parce qu'avec les machines, on peut avoir de grandes productions très standardisées, alors qu'avec les petites usines on ne peut avoir que de petits troupeaux. Donc il n'y a aucun rapport entre les petites productions locales de transformation de moutons français, par exemple dans les Alpes ou le Massif Central, et la grande industrie d'ici qui dépendait uniquement des immenses troupeaux de l'Argentine, de la Nouvelle Zélande...

Jean-Pierre Balduyck : Avec des races de moutons différentes... Tous les moutons ne donnent pas n'importe quelle laine. Les moutons d'Ardèche ou de l'Aveyron sont tout à fait adaptés pour le matelas, pour ce que vous fabriquez à Ardelaine, pulls, vêtements, c'est-à-dire pour du fil de qualité., tandis que la laine qui venait d'Australie était standardisée, pour les besoins de l'industrie.

Bouزيد Belgacem : Pour déterminer la qualité d'une laine, on tient compte de la finesse de la laine et de la longueur de la fibre.

Pierre Tissier : Dans le contexte de la grande industrie, les machines se sont modernisées sur la base de cette matière standardisée.

Marie-Thérèse Chaupin : Et nous sommes complètement affolés et surpris ici par la dimension de la production, le volume de laine qui était transformé. Tout cela est fait en Chine aujourd'hui dans des dimensions encore plus grandes.

Le projet d'aménagement en débat comme pratique interculturelle

De retour à la Maison de l'Union, Mathilde Wybo invite les participants à partager les réflexions et les questions suscitées sur l'ensemble de la matinée.

Les règles du débat

Hélène Hatzfeld précise les « règles du jeu » de la rencontre annuelle du GIS Ipapic, ouverte à une diversité de participants non membres du GIS. Elle précise le type de réunion dans lequel ce débat s'inscrit : ni colloque, ni forum (au sens où il y aurait beaucoup de monde), ni commission ou conseil (où chacun vient revendiquer quelque chose).

Hélène Hatzfeld : « On est dans un atelier, qui repose sur deux bases. La première est le terrain : on voit les choses, on est dans les lieux, au cœur du quartier de l'Union, et c'est à partir de là que nous allons réfléchir ensemble. Le deuxième élément, qui importe beaucoup, c'est la diversité de points de vue. Cette diversité fait la force, la richesse, l'originalité d'un réseau atypique. Comment ce débat peut-il fonctionner ? Nous avons tous bien sûr nos convictions, nos postures professionnelles propres, mais nous voulons croiser les points de vue à travers cette diversité. Et pour se croiser, il faut se décaler. La production

du GIS se fait grâce à ces décalages de postures et de points de vue. On ne vient pas là parce qu'on est certain de telle ou telle chose, mais on vient pour écouter. En un mot, pour dégager les enjeux de ce qui nous est montré, dit et aussi de ce qui n'est pas dit, de choses qui peuvent faire conflit ou être difficiles à exprimer. On est là pour réfléchir à la façon dont tout ce que nous voyons, entendons peut être reconnu, valorisé, patrimonialisé sous différentes formes. Ces débats peuvent faire émerger quelquefois des réalités douloureuses, conflictuelles. Être interculturel, pour nous, c'est d'abord se déplacer dans son point de vue ; ce n'est pas simplement discuter avec les autres pour trouver des points communs mais il s'agit de faire émerger des nœuds du débat, parce que la démocratie comporte aussi ces nœuds, ces conflits, ces controverses. Échanger sans agressivité, mais aussi sans avoir peur de faire sortir les nœuds du débat. Voilà l'expérience de notre réseau GIS IPAPIC ».

Quels liens entre anciens et nouveaux habitants ?

Xavier de la Selle : En arrivant ce matin, j'ai vu un panneau qui présentait le projet sur le territoire de l'Union, où l'on dit que « le projet conserve les principes de la mixité : entreprise et logement ». Dans le cahier des charges, comment est vu le logement ? J'ai compris qu'il y a un enjeu écologique, mais quel genre d'habitants vont habiter dans ce quartier ? On parle de 3500 habitants, quelle proximité auront-ils avec leurs prédécesseurs ?

Yves Lepers : Le référentiel « Dynamique Développement Durable »⁸, produit avec des associations, avec les villes et avec la communauté urbaine, fixe un certain nombre d'ambitions, de stratégies et d'objectifs. Dans la partie logements, 30 % de logements sociaux, 40 % d'accession libre et 40 % d'accession maîtrisée sont prévus. La deuxième ambition concerne l'enjeu du projet : comment les acteurs du territoire se mettent en ordre de bataille pour accueillir les nouveaux habitants ? C'est tout l'enjeu des associations, des conseils de quartier, des stratégies, de notre rôle, de notre place. Cela veut dire que, par exemple,

en tant qu'aménageur, on a quelques exigences auprès des bailleurs, auprès des promoteurs. On exige qu'il y ait des livrets d'accueil pour vous expliquer comment fonctionne votre prochain logement, les ressources que peut offrir le territoire. Lorsque les 15 familles de la rue Stephenson sont arrivées, l'aménageur a incité à organiser une fête, et on a fait la liste de ce que proposait le centre social.

Sylvie Dreyfus-Alphandéry : On est dans l'ancienne entreprise de la Tossée. Hier, un projet visant à constituer un lieu de mémoire du textile nous a été présenté. Est-ce qu'effectivement ce lieu va se construire ici ? Ce serait la moindre des choses que dans ce site immense, un endroit soit dédié à cette mémoire. Ma deuxième question porte sur le lien entre habitants et usine. Décathlon va débarquer : est-ce que vous vous êtes mis en contact avec les syndicats, pour imaginer comment les gens qui vont travailler dans les futures usines pourraient y habiter ? Un travail prospectif est-il fait en ce sens pour essayer de créer un lien entre l'habitation et les entreprises ?



Le projet d'aménagement urbain considère la conservation des anciens bâtiments industriels.
Quelle proposition pour conserver l'identité sociale du territoire ? (c) Mathilde Wybo.

Antoinette Reuter : Je reviens sur le schéma que vous avez montré sur la gouvernance, duquel se dégageait l'idée d'une participation institutionnalisée des associations et des gens des quartiers des environs. Venant du Luxembourg, je

suis frappée par cette organisation, parce que chez nous, ce volet participation n'existe pas, ou en tout cas il n'est pas institutionnalisé, il dépend de la bonne volonté des personnes sur place. Comment tout cela est-il organisé ? Est-ce que les associations reçoivent aussi des moyens de l'aménageur pour pouvoir participer ? Dans quels champs peuvent-elles intervenir ?

⁸ <http://www.lunion.org/eco-quartier/eco-quartier-de-l-union.html>.

Pierre Peillon : J'entends comme leitmotiv : « ce n'est pas pour nous, on a été chassé, c'est pour d'autres gens qui viennent », etc. Pour objectiver ce que vous venez de dire, combien y avait-il de logements sur cette zone, avant que vous arriviez ? Est-ce que le projet a diminué les logements dits populaires, ou les a-t-il augmentés ?

Gilles Suzanne : Bonjour, je suis chercheur à Marseille, je travaille avec un collectif dans un territoire qui ressemble en partie à celui-ci. C'est le périmètre Euro-méditerranée. Piloté par un établissement public d'aménagement, il couvre sur un premier périmètre 170 hectares, et sur les deux périmètres réunis, plus de 500 hectares en plein centre-ville de Marseille, soit un des plus grands périmètres de restauration immobilière en Europe. J'avais deux questions qui concernent directement le patrimoine. Depuis qu'on est arrivé, je découvre d'un côté ce qui est fait de la mémoire de cette industrie, qui a porté l'histoire de Roubaix, ou en

Quel patrimoine et pour qui ?

Julie Corteville : J'ai travaillé en Ile-de-France, sur le patrimoine des banlieues et celui de villes nouvelles, qui sortent de terre sur un territoire en une génération. L'expérience du rapport des habitants au territoire, dans ces deux cas de figures, est intéressante en comparaison de ce que l'on voit ici. Pour les villes nouvelles, les questions du patrimoine et de sa définition posaient des problèmes : pour les aménageurs ce qui faisait patrimoine, c'était de l'ordre de l'histoire très ancienne et assez prestigieuse, alors que le passé immédiat, la vie des cheminots, la vie rurale, leur semblaient moins nécessaires à mettre en valeur pour construire le territoire.

Julie Corteville poursuit en soulignant les différences de conception du patrimoine entre les aménageurs pour lesquels ce sont ces grandes usines qui sont architecturalement magnifiques, et qui peuvent être mises en tourisme, alors que pour les anciens ouvriers, les anciens habitants, ce qui fait patrimoine, ce serait aussi le petit patrimoine, la vie sociale, les logements ouvriers, la solidarité, les savoir-faire, etc. Ce patrimoine-là est difficile à incarner dans le projet. A partir du travail mené avec l'écomusée de Val-de-Bièvre (Île-de-France) et avec Alexandre Delarge, son directeur et président de la Fédération des écomusées et des musées de société, elle ajoute que la différence de conceptions du patrimoine.

Quand l'aménageur joue un rôle social...

Yves Lepers tient d'abord à répondre à l'ensemble des questions en rappelant la position de l'aménageur et ses limites. Il rappelle qu'il n'a pas le pouvoir de *deus ex machina*, la capacité de tout faire, qu'il a une commande, un certain nombre de moyens, et un mode de faire qui peut être divergent selon le type d'aménageur. Il précise que c'est ce mode de faire qui donne une petite marge de manœuvre : par exemple, agir en termes de mémoire patrimoniale -version bâti et version humaine (histoires de vie, etc.), aujourd'hui ne fait pas partie de sa prérogative, mais dans la façon dont on peut faire les choses, des

croisements sont possibles. Ainsi, la deuxième présentation du film que vous avez vu hier soir, « Chez Salah », a été faite ici. La marge de manœuvre, c'est comment l'aménageur se donne la capacité d'accueillir et de dire oui à un certain nombre de choses qui ne relèvent pas obligatoirement de ses prérogatives, et sur lesquelles il n'a pas de compétences. Par exemple, on a aussi cofinancé une sorte de documentaire sur les anciens habitants du secteur qui a été exposé ici. Nous ne sommes pas à l'initiative, mais on est accueillant.

tout cas une grande partie de celle-ci, et de l'autre côté, cet effort que l'aménageur est en train de produire pour prendre en considération cette histoire. Je voudrais savoir si votre projet d'aménagement a subi des modifications qui soient directement des conséquences du travail patrimonial qui a pu être fourni par ces associations, ce qui serait une manière de tenir compte de cette mobilisation. Et deuxièmement, est-ce que l'aménageur fait aussi des efforts pour créer des liens, par exemple, entre les futures entreprises qui vont s'installer ici ? Comment un lien s'instaure ou pas entre l'aménageur, ces futures entreprises, ces futurs salariés, et éventuellement la manière dont vous pourriez soutenir, inscrire cette mémoire, cette histoire, dans cette nouvelle vie salariale qui se relance dans ce quartier ? Ce serait une manière aussi de maintenir ce patrimoine en vie, là où il y aura de la vie, c'est-à-dire directement dans la dynamique sociale, dans un processus social.

.concerne aussi la banlieue : alors que, pour le Ministère de la Culture, pendant longtemps, ne faisait patrimoine que ce qui était exceptionnel dans l'histoire de l'architecture, nous disons : ce qui fait patrimoine est l'exceptionnel dans la construction sociale, dans la mémoire collective. Ici, à Roubaix, on est dans le même cas : deux conceptions du patrimoine se confrontent.

Elle termine en faisant un parallèle entre la destruction du passé industriel, alors qu'il est précieux, parce qu'il a donné du travail, de l'identité, et l'implosion des tours et des barres des banlieues, alors que ces tours et barres sont une étape extrêmement importante de l'histoire de l'architecture, de l'urbanisme, mais aussi de la vie sociale de l'Île de France. Julie Corteville conclut : « Ce sont des mémoires qui se superposent, et des définitions du patrimoine qui semblent incompatibles. Mais je pense qu'à un moment on peut les rendre compatibles. Les jeunes chercheurs qui sont ici pourraient-ils faire de la médiation entre ces deux définitions de patrimoine ? ».

Pierre-Yves Desprez : Je voudrais savoir comment une entreprise privée devient une friche. Et aujourd'hui toutes ces friches qui ressemblent à des navires échoués, à qui appartiennent-elles ? Comment ça se passe avec les anciens patrons ?

croisements sont possibles. Ainsi, la deuxième présentation du film que vous avez vu hier soir, « Chez Salah », a été faite ici. La marge de manœuvre, c'est comment l'aménageur se donne la capacité d'accueillir et de dire oui à un certain nombre de choses qui ne relèvent pas obligatoirement de ses prérogatives, et sur lesquelles il n'a pas de compétences. Par exemple, on a aussi cofinancé une sorte de documentaire sur les anciens habitants du secteur qui a été exposé ici. Nous ne sommes pas à l'initiative, mais on est accueillant.

Le rôle des chercheurs

Hélène Bertheleu : Pourrait-on avoir un éclaircissement sur la place des chercheurs dans le travail sur ce quartier ?

Dominique Serena Allier : En complément, je propose que notre réflexion porte sur les expériences de ces croisements et de ces rapprochements, donc que nous ne nous limitions pas aux chercheurs, mais que nous voyions effectivement comment les associations, les institutions prennent part à ces croisements. Si on parlait des expériences qui ont bien – ou moins bien marché, il me semble qu'on serait sur les vrais types de débat qui animent le GIS Ipapic.

Pour répondre à la question sur le rôle des chercheurs et le type d'activités que génèrent les pratiques scientifiques dans ce contexte urbain et associatif, Caroline Lejeune présente plus précisément la recherche qu'elle a menée sur le territoire avec Bruno Villalba, professeur de sciences politiques à AgroParisTech, en partenariat avec l'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix dans le cadre du programme de recherche national « Concertation, décision et environnement » du Ministère de l'Écologie. « Cette recherche a permis de tisser des relations de confiance avec l'ensemble des acteurs⁹. C'était un partenariat avec une association (UPC), mais dans lequel la SEM Ville Renouvelée était partenaire ainsi que la LMCU¹⁰, parce qu'il ne faut pas oublier les élus, qui sont aussi des acteurs dans ce projet. L'objectif était de mieux comprendre la relation de participation dans le cadre d'un projet durable, de voir si la notion d'environnement peut modifier la manière de faire la ville, et permettre de faire autrement la ville. La recherche a permis de faire de l'expertise auprès des associations et de la SEM Ville renouvelée, mais aussi d'organiser des temps comme vous le faites aujourd'hui, où se rencontrent une diversité de profils, et de populations, pour instaurer un dialogue sur des enjeux qui ne seraient peut-être pas discutés à d'autres moments. L'objectif est de pouvoir exprimer certaines choses conflictuelles ou de favoriser des confidences entre les acteurs. Un des rôles des chercheurs, c'est aussi de faire des médiations entre ces acteurs-là, mais à l'appui des expertises et des études qui sont réalisées. Je pense que si chacun se connaît, on

identifie plus les besoins des uns et des autres, et aussi nos propres objectifs de recherche. La difficulté consiste à savoir comment on concilie nos propres objectifs scientifiques avec les attentes ou les questionnements des acteurs.

Caroline Lejeune explique comment l'immersion dans le site avec un institut de formation en travail social lui a permis de compléter les entretiens formels par une observation participante, des rencontres, pour connaître la trajectoire du Collectif de l'Union, la filiation des mobilisations urbaines, l'histoire des gens du textile et leur rapport à l'environnement. Elle a pu analyser comment la SEM « Ville renouvelée » a progressivement intégré des objectifs de développement durable et de participation et ainsi faire un retour sur les études.

Elle précise qu'elle a mené deux études dont les résultats ont été restitués à la SEM Ville renouvelée : sur la filiation historique des mobilisations et sur l'évaluation de la participation dans le projet urbain. Les questions abordées dans ces études étaient : Qu'ont apporté les associations dans le projet ? Qu'auraient-elles pu apporter si le projet les avait plus intégrées ? Comment la SEM a-t-elle pris en charge le poids lourd de la concertation ? Les interactions ont-elles produit de nouvelles formes de coopération ?

Michèle Gellereau indique qu'il existe de nombreux projets dans la région qui lient à la fois les chercheurs, les associations, les collectivités et éventuellement des entreprises, et qui sont financés par des collectivités, la région Nord-Pas-de-Calais (projets chercheurs-citoyens du Conseil régional par exemple), les départements, la communauté urbaine Lille Métropole, des communes. Elle mentionne aussi les programmes du ministère de la Culture (appels « Pratiques interculturelles¹¹... » et « Nouvelles technologies¹²... »). Elle précise leur intérêt : ils permettent de répondre concrètement, de rassembler de nombreuses données qu'on n'avait plus, dont beaucoup d'entretiens avec des habitants, issus de travaux de chercheurs (en géographie, économie, sociologie, communication...). « Je crois que c'est important, qu'on passe à une nouvelle phase de production, de création souvent plutôt culturelle. »

Quelle participation ?

Sophie Deshayes intervient sur les différents sens de « patrimoine » et de « participatif ». Elle souhaite que l'on distingue un projet participatif et le fait qu'une institution permette la coexistence de plusieurs projets qui sont hors de son champ de compétences, tel que le financement d'un film. Elle estime que le participatif existe « quand il y a une acceptation de négocier sur des champs de

compétences partagés. » Elle prend l'exemple du jardin que le groupe a visité et de la voie rapide qui le borde : « le participatif aurait été d'accepter que non seulement les habitants veulent un jardin, mais qu'ils ne veulent pas non plus un tracé urbain qui fait qu'à côté il y a une voie rapide. » Mais elle souligne aussi le problème posé par ce type de projet participatif dans lequel les associations

9 Le résumé du projet de recherche est consultable ici : http://concertation-environnement.fr/documents/RF/Resume_Union.pdf. Voir également le rapport intermédiaire de recherche : http://concertation-environnement.fr/documents/cs/ri/RI_SBAI_VILLALBA.pdf ainsi que l'article "La durabilité en renfort. Requalification d'un projet urbain. Le cas de la zone de l'Union (Nord)" de Caroline Lejeune et Bruno Villalba in *Cosmopolitiques*, n°19, mai 2011, dossier "Les éco-quartiers".

10 Lille Métropole Communauté urbaine

11 Appels à projets de recherche du ministère de la Culture (Secrétariat général/ département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie : « Pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales » (2011 et 2013) et « Pratiques interculturelles dans les processus de patrimonialisation » (2014).

12 Appels à projets du ministère de la Culture (Secrétariat général/ département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie « Services numériques culturels innovants »

interviennent sur le champ de compétences revendiqué par des institutions. Elle conclut en posant la question de ce qui fait problème dans la création d'un lieu de mémoire sur le site de l'ancienne usine de La Tossée : « quand on voit l'énergie, la volonté de créer ce lieu de mémoire, je dis, c'est du vrai participatif : les habitants et les anciens ouvriers veulent porter ce projet de mémoire, il y a des espaces incroyables. Mais où est le problème pour créer ce lieu de mémoire ? »

Jean-Pierre Balduyck appelle à prendre en compte le profond changement en cours. Il oppose le passé (le développement de la métropole lilloise sur des terres agricoles, l'abandon des quartiers de Roubaix et Tourcoing, avec leurs logements difficiles, leurs mouvements ouvriers, les friches) et l'expérience en cours de 'ville renouvelée' avec l'apport des habitants qui doit favoriser la mixité entre les entreprises, l'habitat et la mémoire. Il souligne l'importance des logiques associatives pour dialoguer avec les élus et arriver à ces résultats. « Je pense que c'est une expérience importante. On aura gagné le jour où quelqu'un dira : ' j'ai mon logement à côté de la cité régionale textile, c'est un plus', ou ' j'ai choisi d'implanter mon entreprise dans la zone de l'Union parce qu'il y a le centre historique textile, c'est un plus'. Toute cette histoire contribuera à la dynamique de l'avenir. Je pense qu'on est en train de sauver Roubaix et Tourcoing dans son avenir.

Parce que le travail n'est pas fini. »

Gilles Suzanne regrette que le participatif soit souvent confondu avec l'information donnée à des habitants : « on les fait venir pour les informer de quelque chose, rarement pour les impliquer dans quelque chose. » Il souligne une deuxième constante des projets d'aménagement : la contradiction entre le caractère démiurgique de l'aménageur et ce qu'il ne peut pas faire, entre les missions bien balisées qui lui sont confiées et la mission de concertation qu'il se donne. Le troisième point qu'il soulève porte sur l'injonction paradoxale des projets d'aménagement : « d'un côté, on est en train de vendre aux habitants un projet pérenne, pour le futur, pour le long terme, et quand il s'agit précisément d'inscrire le passé dans du futur, ça passe la plupart du temps par les murs, c'est-à-dire qu'on aménage de la viande froide, du mètre carré. » Il dégage de ces remarques deux observations qui lui semblent valables tant pour Euro-Méditerranée à Marseille que pour Roubaix : une incompréhension entre l'aménageur et les habitants, mais aussi « un potentiel énorme d'initiatives qui croisent des chercheurs, des institutions ou lieux culturels et des personnes qui s'impliquent, génèrent des efforts monumentaux pour faire qu'on se souvienne de quelque chose, pour inscrire quelque chose qui vienne du passé. » Il appelle à en être conscients et à participer à cet effort.

Un musée, des musées pour la mémoire ouvrière ? Qui en décide ?

Yves Lepers répond d'abord qu'il ne confond pas le soutien apporté au film par l'aménageur et la participation. Puis il explique pourquoi le musée des anciens salariés du Peignage de la Tossée n'est pas encore bâti sur ce site, en rappelant l'existence d'autres mobilisations d'anciens salariés du textile à Roubaix tels que ceux de La Lainière, et de musées qui sont aussi dans cette démarche de réflexion, à travers la présentation du patrimoine industriel et textile (Manufacture des Flandres - Musée du Jacquard). Mentionnant la commande d'un élu à ce sujet, il pose

la question de l'échelle à laquelle cette réflexion autour du patrimoine industriel et cette dynamique doivent être conduites : échelle de la communauté urbaine ? de la région ? Il considère que tant que la stratégie générale n'a pas été définie, le musée ne peut pas être implanté sur le site. La fonction de l'aménageur est de ne pas obérer le fait que peut-être, dans quelque temps, quand la décision sera prise, il y aura la possibilité d'accueillir cette initiative, de mettre ce musée à cet endroit-là ou à un autre endroit.

Quand les anciens ouvriers exposent leur patrimoine (1) : vies ouvrières et activités industrielles du musée du Peignage de la Tossée.
(c) Sylvie Grange.



Participant : Et qui prendra la décision ?

Yves Lepers : Les élus.

Xavier de la Selle reprend deux points du débat : celui sur le patrimoine et celui sur le projet de musée. Sur le patrimoine : il rappelle d'abord la distinction qui est parfois faite entre des éléments matériels qui n'ont pas forcément la qualité ou la valeur nécessaires pour être conservés et des éléments qualifiés d'immatériels, les savoir-faire, la solidarité... Puis il précise que tout ce qui a été récolté par les associations, tout ce qui a été présenté, jusqu'au café Chez Salah, est matériel mais permet qu'on parle de ce que cela évoque : « Derrière, on voit bien la vie qui va avec, mais on ne peut en parler que parce que l'on a des choses bien concrètes ».

Sur le projet de musée : refusant les procès d'intention qui viseraient tant l'aménageur (et son manque de volonté de participation) que les associations (n'ayant que des projets inaboutis), il appelle à prendre en compte la pluralité des conceptions que les mots recouvrent. Il prend l'exemple du projet de musée : « le mot musée évoque des réalités très différentes pour les uns et pour les autres. Ce qu'on a vu hier par exemple, à la Maison des Services, c'est une sorte de musée. Est-ce qu'il faudrait faire ici la même chose ? Que veut dire faire quelque chose de vivant ? J'ai l'impression que si le projet n'est pas entièrement abouti, c'est peut-être moins une question d'échelle que de savoir comment on assure une pérennité ».

S'adressant aux associations, à Bouzid Belgacem, il propose que « la question du sens et de la continuité », qu'on trouve dans les textes de l'UNESCO qui parlent du patrimoine¹³, soit prise en compte en liant les deux idées pour faire un musée de manière innovante.

Nadine Besse prolonge ces réflexions à partir de l'expérience qu'elle vit à Saint-Étienne depuis une trentaine d'années. Elle rappelle d'abord le travail qu'elle a mené pour le sauvetage et la valorisation du patrimoine industriel, les savoir-faire, la vie des gens. Elle fait un parallèle entre la multiplicité des usines textiles à Roubaix et les 600 puits de mine à Saint-Étienne, la volonté des anciens salariés du textile et celle des anciens mineurs de sauvegarder la vingtaine de puits qui restaient « parce que c'est la vie

Lieu de mémoire vivant ? Les enjeux

Bouzid Belgacem : Lorsque notre association des anciens salariés du Peignage de La Tossée a été créée en 2005, on parlait d'un musée. C'est avec cette idée-là qu'on est allé voir le premier adjoint de Jean-Pierre Balduyck, maire de Tourcoing à l'époque, Michel-François Delannoy, en 2007-2008. Mais nos idées ont bien avancé : aujourd'hui

des gens, d'une communauté, d'une grande famille de mineurs qui étaient autour d'un quartier » et la politique d'aménagement qui veut faire « un musée central qui va donner un vrai rayonnement touristique » mais n'est pas approuvée par les gens qui soutiennent les « petits musées ». Estimant que « du point de vue de l'aménagement du territoire, ils ont tort, mais du point de vue des humains ils ont raison », elle aborde la question de l'avenir. Elle donne l'exemple du Puits Couriot à Saint-Étienne¹⁴ : en réponse au vieillissement et à la disparition des anciens mineurs, il a renouvelé son public, essayé de rassembler autour de lui d'autres intérêts, sans nier le côté minier. Elle tire de cet exemple une proposition : « Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer des formes plus ductiles, pour que ces gens puissent avoir leurs musées, et dans des lieux corrects, mais qui soient transformables ? » Elle pense qu'il est à la fois possible de dépasser « l'image super installée du musée, qui fait qu'on ne peut rien faire », et nécessaire de « faire des choses avant que les gens soient morts. » Elle insiste sur la transformation des initiatives et des associations qui les portent, comme le montre l'exemple de l'association des anciens salariés de la Tossée qui travaille avec des jeunes. Elle conclut : « Il ne faut pas trop se calquer sur l'image très institutionnelle du musée. Je pense qu'il faut des lieux transformables, qui peuvent même être à un certain moment nomades et qui permettraient d'avoir plusieurs associations, avec plusieurs localisations, qui vont enfin se rencontrer et faire des choses du bassin textile. Mais c'est graduel. »

Dominique Serena Allier souhaite prolonger la proposition de Nadine Besse en précisant la définition du patrimoine immatériel : « ce n'est pas ce qui n'est pas tangible, c'est aussi la manière dont une communauté qui bouge, qui évolue, se reconnaît ». Il me semble qu'on est typiquement dans cette logique-là, de communauté qui va pouvoir se retrouver, avec toutes ses différences, autour de ce patrimoine immatériel, logique dont les musées traditionnels n'ont pas fait l'usage qu'ils devraient faire. Comment est-ce qu'on rend sensible ? Comment est-ce qu'on transmet ce patrimoine immatériel ? Et là je rejoins tout à fait Nadine Besse, il faut inventer les manières, et surtout ne pas vouloir muséifier, rigidifier, il faut inventer des choses ductiles.

on parle d'une « cité régionale de l'histoire des gens du textile ». C'est une histoire qu'il faut raconter, à travers un lieu de mémoire racontant l'épopée de l'industrie textile, l'épopée de l'immigration qui est très riche, autour aussi de l'image. Nos amis de La Lainière ne sont pas trop loin de nos projets, je tenais à le souligner. Ils seront présents ce soir lors du café citoyen textile pour aussi donner leurs idées. Je suis sûr qu'avec Jean-Pierre Balduyck, les amis de La Lainière et autour de l'Union de Gens du Textile (UGT), on trouvera un consensus pour ne parler que d'une seule

¹³ « En temps de crise, l'accès et l'entretien du patrimoine peuvent aider les personnes vulnérables à recouvrer un sens de la continuité, leur dignité et leur autonomisation. Dans les situations de conflit et d'après conflit, en particulier, la reconnaissance et la conservation du patrimoine, fondées sur des valeurs et des intérêts communs, peuvent favoriser la reconnaissance mutuelle, la tolérance et le respect entre différentes communautés, ce qui est une condition préalable pour le développement pacifique de la société. » <http://whc.unesco.org/fr/developpementdurable/>

¹⁴ <https://www.saint-etienne.fr/d%C3%A9couvrir-sortir/culture/puits-couriot-parc-mus%C3%A9e-mine/d%C3%A9couvrez-puits-couriotparc-mus%C3%A9e-mine>

voix aux politiques. Parce que les politiques sont en train de compter les points, et ils voient bien que les divisions sont alimentées autour de nous. Donc autour de cette cité de l'histoire des gens du textile, les gens viendront, verront cette histoire qui sera racontée en images, et aussi à travers une petite ligne de production avec un produit éthique made in Roubaix-Tourcoing, bio, pourquoi pas, je suis convaincu que ça marchera. Nous créerons aussi

Les publics

Un débat s'engage autour de la notion de publics. **Morrad Benxayer** explique que, dans tout projet patrimonial, il faut savoir ce que l'on transmet : « quel discours propose-t-on et pour qui ? Quels sont les destinataires de ce projet ? Si l'on sait à qui on transmet un patrimoine, on peut se poser la question de ce qu'on va conserver et collecter. » **Dominique Serena Allier** répond que, dans le projet présenté par Bouzid Belgacem, il y a un double public, un public qui est un peu extérieur et un public interne :

une agence d'économie solidaire, une cuisine bistrot, une agence pour aider les anciens du textile et d'autres familles qui vivent sur Roubaix et Tourcoing et sont confrontés à des problèmes de logement, d'emploi. On aura une salle de conférence où les gens pourront venir échanger : il ne faut pas l'oublier parce que la solidarité est une chose très importante.

« L'association a créé une communauté, qui se reconnaît dans une transmission qui va de génération en génération ».

Bouzid Belgacem précise en donnant l'exemple de l'initiative « La route de la laine » menée par l'association il y a un an et demi, avec une grande exposition dans l'usine, des machines, des artistes plasticiens qui ont peint des tableaux de l'usine de La Tossée, pour laquelle il est venu un public de partout, y compris de Paris.



Quand les anciens ouvriers exposent leur patrimoine (2) : « la route de la laine ».

La fermeture des usines n'a pas coupé La Route de la Laine et les gens du textile ne comptent pas se laisser tondre ! Partout en Europe des initiatives voient le jour pour redonner toute leur place à des productions textiles locales, souvent dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Et ce fil de projets passe par Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, autrefois capitales de la laine. Les savoir-faire y sont encore intacts, les volontés sont présentes, des projets émergent.

En 2013, l'exposition La Route de la Laine a proposé de les découvrir dans un bâtiment désaffecté de l'ancien peignage de la Tossée. Pendant six semaines, les machines qui ont fait la gloire des lieux et la fierté des anciens du textile y ont été rassemblées avec la présentation de toutes ces initiatives, locales ou plus lointaines et des travaux d'artistes. (c) UGT (2013).

Mathilde Wybo ajoute que le programme « chercheurs citoyens » qui accompagne le projet de Cité régionale de l'histoire des gens du textile comporte deux temps : l'histoire et la mémoire. Le travail déjà fait sur la mémoire va être complété par celui sur l'histoire. Elle estime que ce travail sur l'histoire sera aussi l'occasion de travailler sur l'attente des habitants-acteurs et sur le contenu de patrimoine qu'ils

souhaitent transmettre, de mettre en forme cette demande sociale, de montrer comment cette demande sociale pose des objets d'histoire. Elle montrera comment les historiens peuvent s'approprier cette demande sociale pour développer des recherches qui soient elles aussi revivifiées, sur ces questions urbaines et sociales régionales.

Le nouveau quartier : images d'une transformation réalisée

A l'Imaginarium, boulevard Descat à Tourcoing.



L'Imaginarium : la promesse d'un renouveau économique fondé sur les industries culturelles et créatives de l'image. (c) Plaine Images.

Pascale Debrock, Directrice de la Plaine Images et Daniel Dubuisson, membre de la direction scientifique de l'équipe de recherche Sciences et cultures du visuel, accueillent le groupe. Ils expliquent l'origine de l'installation sur le site,

d'une ruche d'entreprises dédiée à l'image, associée à un pôle de recherche, et le potentiel de reconversion qu'elle représente.

De la manufacture Vanoutryve à l'Imaginarium : une réhabilitation emblématique

Pascale Debrock donne d'abord des indications sur l'usine : l'ancienne entreprise Vanoutryve occupait cinq hectares, dont 20.000 m² de bâtiment ont été gardés, pour la plupart réhabilités. Elle rappelle que la conception d'aménagement du quartier de l'Union comportait la demande de réhabiliter ce site sur la filière Image, culture, médias. Pascale Debrock précise qu'Ankama, dont le cœur de métier est le jeu-vidéo et la spécialité le transmedia, a été la première entreprise implantée dans le site. Elle ajoute que le développement du site est axé sur les industries culturelles et créatives de l'image : audiovisuel, jeu-vidéo, serious games, advergames, qui se servent de la technologie du jeu-vidéo pour d'autres domaines tels que la publicité, ou l'éducation. Elle mentionne l'existence de 75 entreprises

et 1150 salariés qui travaillent dans des bâtiments qui se trouvent dans les alentours sur le e-marketing, e-commerce, 3D, réalité augmentée, etc. Puis elle détaille les services qu'offre l'Imaginarium, avec son équipe d'une douzaine de personnes pour accompagner ces entreprises et aller chercher des porteurs de projet : « un accélérateur, c'est-à-dire un accompagnement de jeunes entreprises jusqu'à quatre ans, des espaces de coworking, dans lesquels n'importe qui peut venir travailler, l'organisation de rencontres, l'aide pour répondre à des appels d'offres et lever des fonds, ainsi qu'une cellule de veille prospective qui étudie les domaines dans lesquels cette économie et ces métiers vont évoluer. »

Le programme de recherche « Sciences et cultures du visuel »

Daniel Dubuisson précise l'organisation de la recherche dans ce site. Il en rappelle d'abord l'origine : un symposium avec des chercheurs allemands et américains de l'Université de Duke en Caroline du Nord en 2009, qui a incité à développer des projets de recherche sur les Visual Studies (Sciences et cultures du visuel) ; puis la création d'un Réseau Thématique Pluridisciplinaire, visant à fédérer en France les activités sur le visuel, les images, la perception, qui a été soutenu par le CNRS puis par Lille Métropole Communauté Urbaine dans le cadre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) pour la réhabilitation d'un étage, et enfin par l'Equipex Irdive¹⁵ pour l'équipement nécessaire à l'analyse de la perception humaine. Daniel Dubuisson précise : « Notre projet peut intéresser non seulement la recherche fondamentale en psychologie de la perception ou en psychologie cognitive, mais également des entreprises qui veulent voir comment des sujets réagissent sur des spots publicitaires. Nous

voulons nous constituer comme centre de référence dans le domaine des Sciences et cultures du visuel : sciences humaines, sciences cognitives, médecine, informatique et toutes les disciplines qui sont à la pointe dans ce domaine. » Il précise que les membres de l'équipe de recherche 'Sciences et cultures du visuel' appartiennent à différents laboratoires de recherche (Institut de Recherches historiques du Septentrion, Laboratoire d'Informatique Fondamentale de Lille 1, Unité de Recherche en Sciences Cognitives et Affectives de Lille 3, spécialisée en psychologie cognitive). Il termine en indiquant les initiatives de l'équipe : lancement d'appels à projets, mise en place d'un réseau européen, offre de temps d'utilisation aux entreprises privées.

Une discussion s'engage sur le lien qui peut être fait entre ces activités et l'aménagement du reste du site ainsi que sur les nouvelles formes de transmission de savoir, dans l'éducation ou les musées.

Technologies de l'image numérique, industries créatives et musées

Sylvie Aprile donne comme exemple d'interaction possible entre la culture de l'image et le quartier, la galerie virtuelle du temps du Louvre-Lens qui doit permettre aux gens, de façon assez ludique, grâce à de nouveaux outils, de visualiser ce qui est exposé dans d'autres musées et de donner envie de visiter d'autres musées et d'autres lieux.

Morrad Benxayer évoque Muséomix qui consiste à faire se rencontrer dans des lieux patrimoniaux, des équipes patrimoniales -des conservateurs aux médiateurs- et des concepteurs d'objets, à expérimenter in situ, à mettre en place des objets de médiation adaptés à ces différents outils ou innovations du numérique, qui seront expérimentés sur place avec des visiteurs. Il rappelle que la première expérience a eu lieu aux Arts décoratifs à Paris et que la prochaine aura lieu à Arles, en novembre 2014.

Dominique Serena Allier précise que, pour Arles, la proposition Muséomix a été présentée par le Musée archéologique de l'Arles antique, la Bibliothèque départementale de prêt et le Musée ethnographique (Museum arlaten), de manière à ce que les muséomixeurs puissent disposer de patrimoines très divers, et pas

uniquement d'objets. Le Museum arlaten va proposer, entre autres, quelques éléments de patrimoine immatériel, de manière à faire, en très peu de temps, des prototypes qui n'ont pas vocation à être pérennes mais qui relèvent de l'expérimentation et vont nourrir la réflexion. Cette proposition qui concerne trois établissements dépendant du département des Bouches du Rhône, s'inscrit dans une logique de département numérique.

Une deuxième discussion porte sur les liens entre textile et image et sur l'existence d'autres propositions que l'image.

Pascale Debrock précise que l'idée de dédier le site à l'image est bien antérieure à l'installation de Plaine Image, elle a été concrétisée par l'implantation du Fresnoy¹⁶ puis du Crrav¹⁷ et enfin par l'opportunité d'accueillir Ankama.

Jean-Pierre Balduyck ajoute que l'industrie textile a toujours été liée à l'image. Il rappelle qu'un maire de Tourcoing en 1919 a créé une école d'art, en disant qu'avec le textile on vendait un produit qui pouvait plaire, donc que c'était une question de création.

Enfin, la discussion s'étend à la relation entre ce qui est fait à Plaine Image et le patrimoine.

¹⁵ Équipement d'excellence : Recherche et Innovation dans les Environnements Visuels Numériques et Interactifs. Projet porté par Yann Coello, professeur de psychologie à Lille 3. Le projet "Recherche et Innovation dans les Environnements Visuels Numériques et Interactifs" (Irdive) compte parmi les lauréats en SHS de l'appel à projets 2011 "Équipements d'Excellence" du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avec une dotation de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) de 3,650 M€. Irdive constitue le support technologique du développement des Sciences et Cultures du Visuel et du programme scientifique Interdisciplinary Cluster for the Advancement of Visual Studies (iCAVS) sur le site de la Plaine Images à Tourcoing, bénéficiant à ce titre d'un investissement complémentaire de 3 M€ de Lille Métropole Communauté urbaine (LMCU). Un projet à hauteur de 3 M€ a été déposé dans le cadre des Fonds Européens de Développement Régional (FEDER). <http://www.univ-lille3.fr/recherche/projets-recherche/equipex-irdive>

¹⁶ Studio national des arts contemporains ouvert depuis 1997 à Tourcoing. Le Fresnoy, installé dans un bâtiment réhabilité par l'architecte franco-américain Bernard Tschumi, propose au public tout au long de l'année de grandes expositions d'art contemporain, des programmations cinéma, des concerts, spectacles, conférences. Le Fresnoy est également un lieu de formation artistique, audiovisuelle et multimédia de haut niveau, destiné à des étudiants avancés. L'objectif premier est de permettre à de jeunes créateurs de réaliser des œuvres avec des moyens techniques professionnels, sous la direction d'artistes reconnus et sans cloisonnement des moyens d'expression. Ces œuvres sont présentées chaque année en juin-juillet lors de la manifestation Panorama. <http://www.lefresnoy.net/>

¹⁷ Centre régional de ressources audiovisuelles implanté à Tourcoing. <http://www.crrav.com>

Technologie de l'image ou sens de l'image ?

Jean-Pierre Balduyck voudrait savoir s'il serait possible que les chercheurs de Sciences et cultures du visuel aient une mission qui consisterait à travailler sur la vie des femmes et des gens, à rechercher dans les films anciens des témoignages sur la vie quotidienne et dans les usines, à rassembler les films qui existent sur le territoire pour en faire une synthèse.

Daniel Dubuisson répond que le laboratoire n'a pas du tout cette orientation qui ressortirait plutôt de l'histoire sociale ou de l'histoire culturelle. Concernant le patrimoine, il donne l'exemple de la reconstitution de Notre-Dame à Paris telle qu'elle était au XVIII^e siècle, qui peut aboutir à une présentation immersive. Il précise qu'une reconstitution en 3D d'une usine est possible mais que l'expérience vécue par des personnes n'est pas l'objectif qui occupe l'équipe.

Il répond à Sylvie Grange qui l'interroge sur la raison, qu'il faut qu'il y ait une dimension de nouvelle technologie.

Sylvie Aprile précise que la relation entre la collecte sur le patrimoine et le travail sur l'image est temporelle : « il faut d'abord qu'un travail de collecte soit fait pour qu'ensuite, avec ces outils, on trouve les moyens de présenter, de rendre attrayant et de conserver ce qui a été collecté. » Elle donne l'exemple du travail fait par Michèle Gellereau et d'une autre façon par Européana, sur la collecte de documents concernant la guerre de 1914-1918, qui consistait à travailler avec les gens qui avaient apporté ces documents, à entendre la parole de la personne qui complète la connaissance qu'on a déjà. « Voilà ce qu'on peut apporter en plus, par de nouvelles technologies, et par la collecte de documents qui se fait en même temps. »

Resituer le développement technologique dans une histoire critique

Joëlle Le Marec : On sent bien que, dès qu'on est dans le développement technologique, on est tenté de rentrer dans une vision d'innovation, où il s'agit de justifier tout ce qu'il est possible de faire techniquement. Par exemple on a parlé de Muséomix, mais en fait on n'a pas attendu Muséomix dans les musées pour expérimenter sur l'interactivité. Il faut donc qu'on fasse attention de ne pas tomber dans cette tendance, alors qu'on est extrêmement soucieux d'avoir une veille patrimoniale sur des processus en cours et d'avoir des visions un peu historicisées de ce que l'on fait. En même temps que le laboratoire Sciences et cultures du visuel mène ces démarches d'expérimentation, on sent derrière elles tous les enjeux de développement technologique, d'industrialisation du loisir, de l'information. Y a-t-il en même temps une recherche critique qui irait aussi chercher des cultures visuelles liées à des métiers ou à des démarches de médiation ? Y a-t-il, dans l'ensemble des recherches qui sont menées, le nécessaire développement d'une démarche critique qui historiciserait ce qui peut être fait à partir de toutes les incitations à l'expérimentation, à l'interactivité, de l'injonction à l'innovation ?

A propos de la culture visuelle des ouvriers du textile, Joëlle Le Marec mentionne des recherches en Angleterre qui montrent qu'il y avait des liens très forts entre le tout début de l'industrie textile et les savoirs botaniques, la capacité de discriminer très finement les détails. Elle appelle à bien préciser l'intérêt des nouvelles technologies : « il ne s'agit pas de rénover des objets avec les nouvelles technologies, de rendre les croix de guerre moins ennuyeuses, parce qu'elles ne le sont pas. Il ne faudrait pas qu'on considère que l'expérimentation sur les nouvelles technologies sert à compenser les insuffisances de notre tradition culturelle. »

Sylvie Aprile tient à resituer les recherches sur les cultures du visuel dans leur histoire brève et encore peu fournie. La recherche plus 'théorique', plus critique est embryonnaire. Si on se place du point de vue du rôle de la recherche dans

ce domaine, c'est vrai qu'on a un problème de dialogue entre les musées, qui disent 'on fait cela depuis des années' et nous, chercheurs.

Sylvie Grange : Parce que la demande sociale n'est pas prise en compte. Est-ce qu'on peut poser la question de l'engagement citoyen du chercheur dans ce genre de circonstances ? Parce que nous, en tant que patrimoniaux, quand on fait de la collecte et qu'on choisit ce qu'on prend ou on ne prend pas, on est dans un engagement citoyen.

Sylvie Aprile : Les projets chercheurs-citoyens vont dans ce sens, mais ils sont très nouveaux pour nous. On n'a pas l'habitude de le faire, surtout nous en tant qu'historiens.

Daniel Dubuisson : Je voudrais apporter une dernière précision. Ici, il n'y a pas véritablement un laboratoire avec des chercheurs et des doctorants. Ce que nous sommes pour l'instant, c'est plutôt une structure susceptible d'accueillir de projets de recherche et de mettre à leur disposition la possibilité de venir ici et de travailler autrement. Si vous avez un projet qui met vraiment en valeur la dimension visuelle, il pourrait être examiné par notre comité scientifique et être agréé. Mais ce n'est pas nous qui allons couvrir les différentes disciplines. Nous sommes là pour accueillir et favoriser. On est au service de la recherche. Si on nous apporte de beaux projets de recherche, on les soutiendra autant que possible.

Mathilde Wybo remercie Pascale Debrock et Daniel Dubuisson pour leur accueil. Elle souligne l'importance du contexte de compétitivité internationale très forte et les tensions qu'il crée dans le projet de transformation du quartier : qu'est-ce qu'un développement durable pour un territoire comme celui-ci aujourd'hui ? Est-il possible de prendre en compte à la fois cette dimension et de porter des projets alternatifs qui nuancent les excès de toute compétition économique ?

TROISIÈME PARTIE : SÉMINAIRE « REGARDS CROISÉS »

A propos d'une maquette, d'un film et d'un jardin

Hélène Hatzfeld introduit le nouveau temps de la rencontre du GIS, « Regards croisés », qui vise à dégager des éléments de synthèse des visites, interventions, débats qui ont eu lieu. Elle propose que la réflexion parte de deux objets : le film « Chez Salah » et la maquette prospective du quartier. Elle rappelle quelques questions que le film a suscitées : « que faire de ce café ? Qu'est-il possible, légitime d'en faire ? Quel sens la conservation de ce lieu a-t-elle aujourd'hui ? Aura-t-elle plus tard ? Et sous quelle forme ? Peut-on retenir l'idée de musée qui a émergé et comment pourrait-il s'articuler avec ce quartier complexe en pleine transformation ? Premier objet, donc : cette

proue de navire, ce café posé au milieu de rien. »

Le deuxième objet proposé est la maquette du quartier qui montre le territoire transformé, projeté à 2022. « Sur cette maquette, nous avons mis du temps à repérer le café de Chez Salah : un tout petit bout bleu au centre de la maquette. Bleu : on nous a dit que le bleu signifiait le remarquable. » Hélène Hatzfeld propose aux participants de caractériser les enjeux qui se dégagent de ces deux objets et de leur relation, mais aussi d'autres expériences, et en particulier des apports faits par le patrimoine naturel, afin de contribuer au débat des acteurs présents sur ce site.

Fabriquer pour transmettre et questionner

Marie-Thérèse Chaupin apporte le témoignage d'une autre expérience : « C'est le choix de remettre en état une filature du XIXe siècle, petite, assez typique d'une entreprise rurale, dans les Hautes-Alpes, mais comme il en existe aussi dans les Pyrénées et le Massif Central. Souvent ce sont des gens qui ne sont pas du métier qui font le choix de continuer une activité, en détruisant certaines machines pour en mettre de nouvelles, en changeant les produits, mais en gardant les lieux, en les aménageant. » Elle précise le deuxième aspect important de cette expérience : « Il ne s'agit pas seulement de produire économiquement, mais d'expliquer, de montrer, de faire visiter, de faire de cette activité un lieu de formation pour d'autres gens qui continuent cette activité. » A partir de son expérience des démonstrations d'activité dans les écoles, elle dégage l'importance de donner à toucher la laine : « On donne un grand tas de laine, sale de préférence, on le sent, on le touche. Ça sent la crotte, ça sent la graisse. C'est hyper important à côté du visuel et de ce que l'on raconte. » Elle explique le rôle que jouent ces sensations pour susciter des discussions, expliquer les différentes phases de fabrication aux gens d'aujourd'hui qui n'ont plus idée de ce qui se passe entre un mouton et un pull-over et ne se rendent pas compte du travail nécessaire. Elle conclut sur l'importance de réfléchir à partir du quotidien : « Si on veut transmettre la mémoire réelle, physique, toute cette partie d'activité est absolument nécessaire. Il faut aussi amener la réflexion sur

le quotidien, les modes de production actuels, etc. »

Vincent Boutry : Je suis très sensible à ce que vient de dire Marie-Thérèse Chaupin. J'en retiens deux choses. L'expérience dont elle a parlé montre comment on arrive à ce que le patrimoine serve à construire l'avenir. Il faut penser à une reconversion du patrimoine, tout en respectant ce qui continue à vivre. Par exemple on a fait la proposition d'installer une ferme urbaine dans le parc qui va être créé derrière le café qui deviendra l'entrée du parc. Cette ferme urbaine qui sera dans un bâtiment nouveau, doit accueillir des groupes, rester un lieu de vie et de partage. L'expérience montre comment on fait vivre ce lieu en l'adaptant. C'est important parce que le patrimoine ne peut pas être figé, mais il doit continuer à vivre, pour parler aux gens et pour que les gens aient envie de venir. C'est une première dimension : ne pas détruire, mais chercher un équilibre. La deuxième chose que je retiens, c'est le toucher. On est aujourd'hui face à deux modèles de développement : le premier c'est l'accélérateur, l'incubateur, qui nous envoie dans le mur, à mon avis. Mais on voit bien aujourd'hui que, face à la crise écologique, on va être obligés de réapprendre à faire des choses nous-mêmes, à retrouver des activités manuelles, retrouver ses savoir-faire... Toucher est essentiel pour cela. De nouvelles activités se développent, comme des activités de tricotage : je pense que ce sont des vecteurs sociaux très importants pour penser la société de demain.

Un savoir de rebondissement

Jean-Barthélemi Debost : Dans le film, je vois un ensemble constitué par le café de Salah, et ce qui s'y passe. En décomposant ainsi cet ensemble, on multiplie les questions : qu'est-ce qu'on devrait préserver de cet ensemble ? À quoi nous sert ce patrimoine ? À quoi cela nous sert de patrimonialiser ? Quel usage peut-on en faire ? En quoi du patrimoine doit-il rester vivant ? Et comment le reste-t-il ? En observant le café de Salah, ce qui me semblait

le plus important à préserver, ce n'était pas tant le bâtiment, ce n'était pas tant Salah, -de toute façon il va disparaître un jour ou l'autre-, mais la résistance. À quoi sert de garder le café de Salah ? Si dans dix ans il y a un Starbucks café à sa place, qui intègre ce bâtiment au bord du canal, dans un parc urbain, qu'aura-t-on gardé à part d'avoir une silhouette un peu sympathique en briques de Roubaix ? Je me dis que l'essentiel est cet esprit-là, de résistance, peut-

être un peu obstiné, un peu opiniâtre au projet urbain. Est-ce qu'on peut le préserver et sous quelle forme ? Est-ce que cela peut être un lieu d'école ? Un lieu où on viendrait se frotter à ce qu'est la résistance, construire un point de vue par rapport à un point de vue dominant, et trouver les moyens de construire sa résistance, son obstination à ne pas aller dans le flot commun. Je ne sais pas comment ça se fabrique, quelle forme ça prend. Mais il me semblait, en écoutant cette histoire, que, si quelque chose est essentiel à préserver, ce n'était ni le bâti, ni le personnage lui-même, mais son acte par rapport au projet urbain. Il me semblait que c'était là du patrimoine vivant, qui pouvait nous faire avancer, et faire avancer les gens qui viendraient après. Cela peut aussi nous aider à réfléchir sur le projet de musée

de la Tossée : qu'est-ce qu'il est important de garder là-dedans : les objets de l'entreprise ? Des objets qui viennent d'autres entreprises, à la fois semblables et singuliers ? Ce qui m'intéresse dans l'histoire des anciens ouvriers de la Tossée, ce n'est pas tant leur savoir-faire d'ouvriers de la laine, mais leur savoir-faire de rebondissement, qui nous dit : « Je suis acteur économique, salarié d'une entreprise, je suis chômeur, je constitue une association, j'ai un projet et je m'implique dans la valorisation du patrimoine de mon quartier ! » Ces rebondissements ont pour moi énormément de valeur. Ce savoir devrait être transmissible, je ne sais pas dans quelle catégorie de patrimoine, mais de mon point de vue, c'est la substantifique moelle à garder.



Le Café « Chez Salah » (2012) : un devenir controversé. (c) Mathilde Wybo.

Quelle continuité demain?

Ramzi Tadros : Hélène Hatzfeld disait tout à l'heure que dans la maquette le café de Chez Salah était central. Il me semble que, sur ce territoire, c'est un signe. Parce qu'au-delà du café, ce film, avec ce personnage, cet environnement, cette solitude, ce combat, me renvoie à ce que l'on fait dans ce groupe de travail : il y a d'autres Chez Salah un peu partout en France. Je suis inquiet des suites des visites que nous faisons. Les combattants d'ici vont se retrouver seuls, comme Salah symboliquement. La question qui se pose est celle de la continuité, du lien qu'on peut construire

avec les acteurs locaux, des échanges qu'on peut avoir, des « petites stratégies » qu'on peut mener ensemble. Quand on voit la machine qu'on nous a présentée tout à l'heure avec l'Imaginarium, ou bien la machine qu'on nous a présentée de manière édulcorée autour de la maquette et de l'aménageur, que pouvons-nous faire, avec nos petits moyens, pour continuer à rencontrer d'autres personnes ? Une rencontre comme celle d'aujourd'hui où se retrouvent des chercheurs, des institutions et des associations, c'est autre chose qu'une visite ordinaire de site !

Des traces sources de témoignages

Catherine Gauthier fait un parallèle avec les recherches qu'elle a menées à Saint-Etienne sur la question des objets. Il est important de garder le café parce que c'est un objet dans la ville transformée, et qu'il peut être un prétexte et un support à raconter, à se raconter, de la part de Salah ou d'autres qui ont vécu chez Salah, et en même temps de raconter la ville et sa transformation. Ces objets sont des traces, qui deviennent rares, dans un paysage totalement nouveau et transformé : des traces de résistance peut-être, mais des traces de ce qui a existé à un moment donné, de ce qu'on efface par les machineries en place, et à partir desquelles on peut témoigner et écrire son interprétation de son histoire. C'est ce qui me semble intéressant : c'est un objet concret, qui a une histoire concrète, mais qui en même temps, peut être réapproprié, retravaillé à l'infini par ceux qui s'en emparent à un moment donné, et par des détracteurs aussi. Il peut être aussi un objet de débat.

Claire Autant-Dorier poursuit sur la notion de trace en indiquant que « les traces sont aussi des cheminements et des parcours dans la vie ordinaire des gens. Ce lieu fait repère pour resituer les gens qui ont été déplacés, comme la rue permet de relocaliser des choses qui ne sont plus, de retracer des cheminements ordinaires et des espaces de la vie ordinaire : c'est un élément qui est très important. » Elle évoque le programme de recherche dont Catherine Gauthier a fait partie sur les imaginaires urbains¹⁸ : des recherches ont montré comment le travail de certains artistes a servi à cheminer, à aller dans les chantiers, à redonner des droits à la ville sur les espaces en travaux, à aller reprendre des prises dans l'espace urbain. Les échanges qu'on a eus sur ces grosses machines urbaines, qui imposent des imaginaires sur l'image, sur l'excellence... pour effacer les images négatives, les stigmates, et mettre

les images belles de la ville, montrent qu'on efface aussi un autre imaginaire. Cette table rase, c'est ce que dit la maquette, avec son plexiglas, bien fermée pour qu'on soit sûrs qu'elle ne se déplace pas.

Puis Claire Autant-Dorier souligne le paradoxe de la concertation sans habitants. Elle oppose les quartiers du centre de Roubaix qui sont habités mais qui ne sont pas concernés par le projet, et les creux où le projet peine à trouver des formes de concertation : « le projet ne se fait justement pas là où sont les habitants, là où sont les préoccupations ordinaires des gens. » Elle compare cette situation avec celle du quartier du Soleil à Saint-Étienne. « Corine Védrine montre bien comment les habitants du quartier ressentent les projets de développement, se sentent un peu oubliés, disant : ' nous on n'est pas le centre-ville, on n'est pas les gens importants'. Une petite association de la mémoire du Soleil s'est organisée. On va chercher leurs photos, leurs objets de mémoire, mais à nouveau ils se sentent dépossédés : on vient prendre leurs images, mais 'ce ne sont pas leurs images, leur mémoire, ce n'est pas cela qui est légitime.' A ce sentiment d'oubli et de dépossession, s'ajoute 'un décrochage entre les jeunes générations à qui on vend le nouveau quartier et les anciens. Il reste un décalage entre les vieux du quartier qui ont une espèce de nostalgie, et les jeunes, à qui les vieux reprochent de faire du bruit, mais aussi de ne pas aller au conseil de quartier du côté des politiques. Il y a tout ce décrochage de mémoire entre l'habitant là où on l'attend et où il n'est pas, par exemple dans les projets urbains, et l'habitant, là où il vit, et où il n'est pas considéré, où son ordinaire n'a pas d'intérêt pour les projets en cours. Cela fait vraiment écho avec ce qu'on a entendu ici. »

Un choix entre deux modèles de développement et de position citoyenne

Joëlle Le Marec : Je rebondis par rapport à ce que disait Jean-Barthélemy Debost. On est mis face aux tensions qui nous habitent : on est confronté à une complexité, à une perte de maîtrise générale, alors qu'autour de la maquette à l'Estaque par exemple¹⁹, à une échelle plus petite, on avait l'impression que la puissance d'agir des acteurs convergeant autour de cet objet pouvait aboutir à des décisions, à des transformations. Au contraire, ici, dans ce site, j'ai senti un point de rupture : on sent que l'échelle nous échappe, mais qu'en même temps, on aurait presque les moyens d'y voir les figures des choix auxquels on est confronté. Ce choix, c'est celui du développement, parce

que c'est quand une chose est vraiment en train de disparaître, qu'on se pose la question du développement qu'on veut, de retrouver les gestes pour vivre dans un mode de vie où on peut se projeter, avec plus d'artisanat, beaucoup moins de consommation, plus de proximité... Beaucoup de nos étudiants partagent ce choix en s'investissant dans des réseaux d'entraide, des jardins potagers... Et en même temps, le projet de cette reconversion du site est fascinant au plan politique ; on ne peut pas s'empêcher de dire que la puissance politique à l'œuvre est assez impressionnante. Face à cela, on est critique, imprégné par la méfiance, parce qu'on voit en permanence une reconversion qui exclut, qui va dans le sens d'un avenir menaçant. Et en même temps, ici, elle nous remet face à l'envie d'y croire de retrouver cette racine d'un collectif régional, national, de récupérer une histoire. Du coup, je trouve que le site qu'on a visité fonctionne presque comme une figure de la ligne de crête où l'on doit se positionner en tant que citoyen, que l'on soit chercheur, patrimonial ou autre : est-ce qu'on choisit ce projet de reconversion, avec tout ce qui va avec l'exclusion,

¹⁸ L'imaginaire urbain dans les régions ouvrières en reconversion : le bassin stéphanois et le bassin minier du Nord Pas-de-Calais. https://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/.../La_imaginaire_urbain_2.pdf

¹⁹ Journées d'étude du GIS Ipapic, organisées avec ACT et le Musée d'histoire de Marseille les 17 et 18 avril 2014 à propos de la maquette d'un habitat détruit à la fin des années 1990. <http://ipapic.eu/actuellement-35/marseille-ville-monde-histoire-281.html>

la négociation, les rapports de pouvoir..., ou bien est-ce qu'on choisit de s'intéresser à ces associations d'ouvriers ou à la figure de Salah résistant, c'est-à-dire de quitter une échelle de réflexion et d'action où l'on sent la perte de maîtrise ? A quoi est-ce que l'on collabore ?

Pierre Peillon : « On est dans les regards croisés... On pourrait dire que je suis totalement décalé puisque je ne suis pas de la région et que je fais partie de ce que Ramzi Tadros a appelé ce matin « les grosses machines », l'urbanisme, le logement et l'aménagement. » Pierre Peillon formule sa vision du choix qu'il appuie sur un rappel historique. « Vous ici, dans la région lilloise, vous avez inventé la ville renouvelée. Il y a 20 ans, on venait de tous les coins de France pour voir comment, au lieu de continuer à construire des lotissements ou des usines dans les champs de betteraves et laisser libre cours à l'initiative privée, la puissance publique pouvait reconvertir des sites déjà urbanisés. Ça coûte cher, c'est compliqué, il faut démolir, dépolluer, on a des associations d'habitants, des chercheurs qui posent des problèmes de patrimoine... La question est : jusqu'où les collectivités publiques vont pouvoir tenir ? On est dans des situations économiques de plus en plus tendues. L'ancien maire de Tourcoing le rappelait tout à l'heure, et je peux confirmer qu'ailleurs c'est exactement la même chose : des acteurs économiques commencent à dire, « ça suffit ! » On a entendu : « L'écologie, on en a

ras-le-bol, le développement durable et la ville renouvelée, on en a ras-le-bol ! Laissez-nous faire. » À ce moment-là, il y aura des villes de plus en plus étalées, de moins en moins de terres agricoles, des systèmes de transport en commun qui s'étaleront de plus en plus, de toute façon on ne pourra plus les payer ! Ces questions se poseront dans un avenir assez proche. Ce n'est pas pour disqualifier le débat sur la défense patrimoniale, elle est totalement légitime. Il faut mesurer qu'aujourd'hui retirer cette formidable machine de la puissance publique dont vous avez parlé à juste titre, ce rouleau compresseur, conduit à le remplacer par le rouleau compresseur de l'initiative privée dans les champs de betteraves. On est face à ce type de dilemme. Je considère que l'avenir durable, dont on parle de plus en plus, est de plus en plus menacé. »

Ramzi Tadros : Je voudrais remercier monsieur Pierre Peillon d'avoir clarifié ce que je voulais dire par « la machine ». Vous avez bien opposé la puissance publique et l'initiative privée, en disant que s'il n'y a pas la puissance publique, il y aura l'initiative privée qui sera catastrophique, mais il ne s'agissait pas pour nous d'être contre la puissance publique. Il s'agissait simplement de souhaiter que la participation, la démocratie puissent travailler avec la puissance publique. On voit les dérives quand on s'éloigne des gens et de la situation.



Le chantier de la ruche à l'Union (février 2014) à l'image de l'échelle du site. (c) SEM Ville Renouvelée.

Une position radicale

Elise Macaire : « Je viens du milieu de l'architecture. Je vais continuer sur les mêmes questions en essayant de me centrer sur les problématiques du GIS, et de contribuer à la réflexion scientifique qui est au cœur des enjeux de notre réflexion ici. »

Elise Macaire constate d'abord que le sens traditionnellement donné à « patrimoine » par les milieux de l'architecture au ministère de la Culture, qui concerne le patrimoine immobilier, diffère du sens donné par le GIS, qui englobe l'implication citoyenne, le rôle des habitants, le patrimoine immatériel, l'idée que les gens fabriquent le patrimoine. Mais elle estime que les deux sens peuvent dialoguer d'une façon très intéressante, comme le montre l'exemple de Salah. Elle rappelle que le ministère de la Culture, il y a une vingtaine d'années, a défini l'architecture comme le patrimoine de demain²⁰. « Si l'architecture est le patrimoine de demain, et si aujourd'hui les citoyens se mêlent du patrimoine, si on considère que c'est légitime, alors qu'en est-il pour l'architecture ? » Elise Macaire établit un parallèle avec le développement durable, qui,

dans ses « piliers » fondateurs, inscrit la gouvernance et l'implication citoyenne dans la fabrique de la ville, alors que « les travaux scientifiques faits sur l'implication citoyenne dans les projets d'architecture et d'urbanisme montrent tout simplement que les milieux professionnels ne sont pas prêts à travailler avec les citoyens : les compétences ne sont pas réunies, les professionnels ne croient pas en l'apport des citoyens dans les projets et en leur légitimité. » Elise Macaire termine son propos en revenant à Salah. Elle estime qu'il s'est comporté en tant que citoyen, disant : « j'ai une parole, j'ai une position politique à faire connaître ».

Cette proposition suscite une vive discussion. Alors qu'Elise Macaire précise qu'elle veut dire qu'il participe au projet urbain en conservant son habitat, Joëlle Le Marec souhaite qu'on ne mélange pas les visions du monde. « Il ne faut pas qu'on rapatrie dans un consensus les postures radicales. On peut en entendre des témoins, mais il faut accepter leur radicalité. »

Comprendre les différents points de vue sur le patrimoine

Xavier de la Selle revient aux interrogations et aux divergences de lecture qu'a suscitées la maquette, « dans laquelle il n'était pas possible de discerner ce qui va être conservé et ce qui ne l'est pas, ce qui est neuf et ce qui ne l'est pas. » Il estime que, « dans son simplisme, cette présentation de projet par finalités et par activités (économie, logement...), est fondée sur une hiérarchisation des valeurs -l'avenir est forcément mieux, plus positif que le présent qui est lui-même mieux que le passé- et sur une illusion de la prospective : cette maquette fait comme si on était déjà en 2022, comme si les décisions avaient été prises et réalisées, alors qu'on sait très bien que beaucoup de décisions seront prises en 2021. » Il souligne « un décalage et presque un dialogue de sourds permanent entre la vision de l'urbanisme et la vision patrimoniale ». Il donne l'exemple de son expérience à Villeurbanne. Il rappelle comment le Rize a d'abord développé un travail centré sur la mémoire, les archives et la collecte de la mémoire orale, puis a envisagé la question du récit de la ville, s'est préoccupé de la parole, des traces, s'est inscrit dans un discours ambiant qui disait que le patrimoine c'est l'humain, les gens, à l'opposé du discours habituel. Le Rize a ensuite souhaité revenir à une vision plus globale, incluant le paysage urbain, l'architecture, la ville qui évolue, le palimpseste, et adopter une

perspective réaliste : « si la ville se réécrit sur elle-même en permanence, elle efface toute possibilité de se référer à des éléments tangibles qui permettront de raconter la ville au-delà de paroles enregistrées ou de traces d'archives. Donc comment réintégrer la ville dans la mémoire ? » Xavier de la Selle évoque la réponse à cette question apportée lors du séminaire de création du GIS, par Daniele Lupo Jallà, directeur des musées de la ville de Turin, pour lequel « le musée de la ville c'est la ville elle-même, le patrimoine c'est la ville, le public de ce patrimoine ce sont les habitants et tout est virtuellement patrimoine.²¹ Il oppose cette conception à l'attitude d'experts de l'Agence d'urbanisme²² qui donnaient le sentiment qu'ils détenaient la parole unique et légitime sur la ville et son devenir. Il souligne la force d'impact de ces analyses sur les élus, qui se concrétisent par un diagnostic subjectif et unilatéral, et la nécessité de comprendre ces conceptions et contraintes si on veut travailler sur le patrimoine, de composer avec toutes ces technicités si on veut avancer sur les alternatives. Il appelle à respecter les différentes technicités et professionnalités, à les rééquilibrer pour qu'il puisse y avoir de la négociation. Il conclut que ce respect est une condition pour que d'autres voix se fassent entendre : « La vie de la cité est une chose trop importante pour qu'on la laisse aux seuls urbanistes ! »

²⁰ L'idée figure parmi les arguments justifiant le transfert de l'architecture du ministère de l'Équipement à celui de la culture. « L'architecture d'aujourd'hui, c'est le patrimoine de demain », a expliqué le ministre de la Culture (Le Moniteur du 6 octobre 1995)

²¹ Il s'agit du séminaire « L'interculturel, une dimension incontournable du patrimoine ? » http://ipapic.eu/IMG/pdf/GIS_ipapic_7_septembre_2011_Table_ronde_Final-2.pdf

²² Dans le cadre d'une enquête d'un service de l'Agence d'urbanisme chargé d'apporter des éléments de diagnostic aux élus de la ville en vue de la refonte du Plan local d'urbanisme à l'échelle de l'agglomération.

Action patrimoniale, œuvre artistique et revendication citoyenne

Gilles Suzanne propose une interpellation à trois niveaux à partir de son expérience à Marseille. Le premier point porte sur la confrontation ou la tension, dans le film, entre un objet patrimonial et un objet artistique. Gilles Suzanne propose un rapprochement avec le film « Allemagne année zéro » de Roberto Rossellini. « Dans ce film, on a affaire à un objet patrimonial et un film dont le geste artistique est celui de Rossellini. Quand on regarde les images, évidemment, on voit Berlin en 1948, la destruction aberrante, et en même temps, un début d'énergie de reconstruction, de reprise de la vie. On est face à des images qui sont quasi documentaires, à valeur patrimoniale. Aujourd'hui, quand on regarde le film, on voit de manière exceptionnelle cette ville vue à travers le regard d'un réalisateur en 1948. Mais on est aussi dans une œuvre cinématographique, dans un récit, qui appelle une dimension fictionnelle et qui nous fait glisser, osciller d'un geste artistique à un geste patrimonial. La question qui se pose est la suivante : si on s'entend sur le fait que l'image de Rossellini a une valeur patrimonialisante, peut-on pour autant, réduire le film de Rossellini à n'être qu'un objet patrimonial ? C'est une œuvre cinématographique qui est aussi le fruit d'un geste artistique, d'un regard particulier. Une œuvre d'art n'est pas seulement technique, c'est aussi l'endroit où elle nous mène, le moment qu'elle fait sentir. Ce que j'ai vu dans le film, c'est surtout un moment, plus que l'histoire détaillée de Salah ou l'histoire du café dans la vie de l'industrie telle qu'elle a pu être. Ce moment, c'est celui où je me pose la question : comment est-ce que je reste humain, comment je continue à fonctionner dans ma vie en ayant vu ça ? Pour moi, dans ce rapport direct entre une valeur qui est patrimoniale, un objet et un geste artistique, il y a un effet d'interculturalité, quelque chose qui est de l'ordre d'un écart, qu'on pourrait nommer interculturel. La dimension conflictuelle de ce patrimoine

était aussi mise en scène à deux niveaux. D'abord parce qu'il n'y avait pas que la parole de Salah mais aussi celle d'autres personnes et que des points de vue antagoniques se sont exprimés. D'autre part, ce qui est aussi de l'ordre d'une interculturalité, c'est précisément, de manière réflexive, que ça va rester dans notre humanité, en chacun de nous. Le film nous a rendus témoins, et quelque part il nous a posé la question de notre responsabilité. Quand je vois ce qui est à l'œuvre, je me sens un peu responsable. C'est la première grande interpellation qui lie ce que j'ai vu ici et ce qu'on fait à Marseille.

Le deuxième niveau d'interpellation porte sur la nature de l'action patrimoniale. J'ai été fasciné d'entendre les collègues du textile, de voir comment cette action patrimoniale actuelle s'est enchâssée, peut-être dès le départ, dans une lutte syndicale, comment elle s'est aussi modalisée, transformée dans une revendication citoyenne - on veut être acteur et pas spectateur- et dans une revendication urbaine. On est là face à une complexité qu'il est difficile de saisir du point de vue de la recherche. On est à la fois sur quelque chose qui est patrimonial, urbain, citoyen, et peut-être même dans le cas des collègues du textile, syndical.

Le troisième niveau d'interpellation concerne le public et la médiation. Je crois qu'on va trop vite en parlant du public. Gilles Deleuze parlait du peuple qui manque. Peut-être qu'il aurait dit cela du patrimoine qu'on est en train de fabriquer, transversal, collectif, hybride : un patrimoine pour un public qui n'existe pas encore. Ce patrimoine s'adresse peut-être à un public qui nous manque. Et précisément c'est là où je vais loger la médiation. Si la médiation a un rôle à remplir, c'est de constituer des publics, de créer des conditions pour qu'on puisse devenir public d'un patrimoine qui l'est peut-être juste à peine, encore mal constitué, encore informel.

Un patrimoine en devenir

Julie Corteville : Par rapport au patrimoine qui est là, mais qui n'est pas encore construit, je reprends l'exemple des villes nouvelles en lui appliquant ce que Jean Davallon a dit sur la trouvaille : faisant le parallèle entre l'archéologie, un patrimoine qui est enterré, qui n'est pas encore révélé, et le patrimoine contemporain, qui est un patrimoine en devenir, qui n'est pas encore constitué en tant que tel, il dit que la trouvaille est là : c'est le récit, la fiction. Je pense effectivement que le patrimoine est fait de plusieurs récits qui se superposent, qu'il est quelque part une fiction sociale. La trouvaille est la construction du récit, et le fait que ces récits vont se croiser pour faire sens. Par rapport aux questions de Xavier de la Selle, je voulais donner aussi l'exemple de Saint Quentin en Yvelines²³ : lorsque la ville nouvelle a voulu présenter un dossier de candidature comme Ville d'art et d'histoire, il semblait bizarre de dire que des architectures contemporaines pouvaient être

édifiées au rang de patrimoine. Nous avons donc construit une définition de patrimoine qui reposait sur trois critères : le patrimoine au sens de la mémoire collective des habitants, -pourquoi pour les habitants cet objet faisait patrimoine- ; pourquoi au regard de l'histoire de la ville, de son histoire politique et sociale, il existe un avant et un après ; en quoi dans l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme, du projet social qu'ils expriment, il existe aussi un avant et un après. C'est en croisant ces trois critères qu'on décidait que tel élément faisait patrimoine. Je me souviens que sur la carte du patrimoine qu'on a sortie, on avait mis la mosquée qui venait d'être construite et un foyer Sonacotra : les élus nous ont demandé en quoi c'était du patrimoine. Nous avons répondu que nous prenions nos trois critères pour dire ce qui fait patrimoine. Comme exemple de trouvaille dans l'élaboration de la fiction, je pense aussi aux villes de la Reconstruction : alors que ces villes avaient un patrimoine urbanistique complètement stigmatisé, que tout le monde détestait cette architecture, la trouvait inhumaine,

²³ Julie Corteville a été directrice du Musée de Saint Quentin en Yvelines.

ignoble, il s'est produit un basculement. Aujourd'hui, on s'émerveille de la reconstruction du Havre, qui est devenue une Ville d'art et d'histoire. Je pense que le temps joue dans le déroulement de ce récit, de cette fiction, et qu'il y a un moment où les discours peuvent se croiser et se rencontrer. Pas forcément faire consensus, mais en tout cas rentrer en contradiction, rentrer en contact.

Véronique Dassié : Si j'ai bien senti la transformation physique du site, j'ai eu plus de mal à saisir la transformation sociale qui croise la mutation de ce quartier. Par qui vont être remplacés les habitants qui ont servi de terreau à cette

Le patrimoine : de l'héritage au bien commun

Alain Battegay : Trois remarques. D'abord sur le film : on voit bien, au-delà du film, comment Salah lui-même devient un élément d'un récit. Ce qui m'a marqué, c'est qu'en définitive, Salah est propriétaire, et donc une partie de la décision de à qui il va vendre lui appartient. Je ne suis pas sûr qu'à un moment donné, les professions publiques du patrimoine soient saisies de ces objets, j'entends bien qu'elles aient envie de s'en saisir, mais je ne suis pas sûr qu'elles s'en saisissent. Ma première interrogation porte donc sur cet empressement à se saisir de ces objets. La deuxième porte sur la maquette : elle aurait pu avoir plusieurs lectures dont l'une aurait montré ce qui, du point de vue de l'urbanisme et de l'aménagement, est considéré comme de la mémoire urbaine, du patrimoine urbain, la réhabilitation d'un certain nombre de bâtiments, la réutilisation de structures en façades... La question est donc à quoi sert la maquette ? Le troisième objet, dont on n'a pas parlé, mais que je voudrais introduire dans le débat, est le jardin partagé qu'on a vu ce matin, et le canal. J'ai retenu qu'à un moment donné, une évolution dans la revendication en termes de patrimoine s'était produite, que des associations avaient écologisé le débat. Je crois

patrimonialisation ? A qui s'adresse ce futur patrimoine ? Les seuls acteurs qu'on a pu voir dans ce territoire sont ceux qui nous ont accueillis dans ce pôle d'excellence; on est donc très loin des ouvriers, d'un habitat populaire. J'ai vu une plaquette qui vante la réhabilitation du quartier dans lequel on peut acheter des logements au plus bas prix de 136 000 euros, donc je ne suis pas sûre que ce soient les mêmes populations qui vont y habiter. Qu'est-ce qui se joue avec ces mutations, au niveau du bassin d'emploi ? Comment tout cela se croise-t-il avec ce phénomène de patrimonialisation ? Il faudrait l'explorer.

que cela transforme la notion de patrimoine, parce que le patrimoine est alors posé comme un bien commun, et non uniquement comme un héritage singulier à transmettre. Cette transformation se dessine à l'intersection des professions du patrimoine, de l'urbanisme et du monde urbain : c'est probablement un tournant fort. En définitive, l'important, ce n'est pas qu'on comprenne les projets, mais qu'on comprenne les prises que donne la notion de patrimoine aux gens qui essayent d'avoir des initiatives. On a tous des théories autour du patrimoine, mais là on voit à quoi il sert concrètement. L'idée de musée a été une première réponse, mais elle a évolué. En définitive le patrimoine est une prise pour intervenir, pour être pris en compte, sans désigner un objet particulier.

Hélène Hatzfeld conclut ce séminaire sur trois idées fortes qui s'en dégagent : le patrimoine comme un bien commun, la responsabilité que chacun peut avoir, et la prise qu'il donne, aux institutions, qui sont appelées à se saisir de patrimoines jusque-là ignorés ou méprisés, mais aussi aux gens comme vecteurs de leur revendication à compter.

QUATRIÈME PARTIE : CAFÉ CITOYEN TEXTILE

Au Centre Européen des Textiles Innovants (CETI)



Le CETI, témoin de la transformation du quartier. (c) Mathilde Wybo.

Où et comment se transmettent les mémoires des gens de l'industrie ?

En soirée, un café citoyen textile, animé par les associations, propose un débat sur les enjeux de transmission relatifs à l'histoire industrielle, dans ses dimensions techniques mais aussi sociales et humaines. Plusieurs associations régionales ont été invitées : Albert le Bleu représente l'association « Chœur de Fondateurs » (anciens salariés de Métaleurop), Josette Breton l'Association des Anciens Mineurs Marocains du Nord/Pas-de-Calais. L'Amicale

des Mineurs des Charbonnages de Wallonie, également conviée, n'a pas pu se déplacer et est excusée. La coopérative Ardelaine est représentée par Pierre Tissier, au côté de Bouzid Belgacem, pour l'Union des Gens du Textile (Tourcoing).

Pascal Denizart, directeur du CETI, accueille l'ensemble des participants.

Le CETI, lieu d'émulation technologique

Pascal Denizart : Le CETI est une plateforme technologique dédiée à la recherche de pointe dans le domaine des textiles innovants qui ont vocation à se développer dans des domaines aussi divers que la santé, l'hygiène, le sport, les matériaux de construction ou les transports. Dans un contexte de vive concurrence internationale, l'objectif est d'avoir un cran d'avance, en matière de technologie notamment. L'avenir de l'industrie textile se joue désormais ici. Le site symbolise l'engagement de l'économie dans l'ère du numérique. Il se trouve au cœur d'un campus « textiles innovants » constitué en pôle de compétitivité, d'un club

d'entreprises, d'un syndicat d'entreprises, d'un incubateur de start-up. C'est un site de référence international au service du développement de la valeur ajoutée textile. Il s'agit d'un lieu dédié à l'émulation, aux idées et aux projets dans le domaine du textile. Il est en cela pleinement ouvert aux anciens salariés du site, également porteurs de projets pour le territoire.

Vincent Boutry prend ensuite la parole pour demander aux participants pourquoi il est important de faire cette histoire des gens de l'industrie et comment la faire.

La mémoire contre l'oubli et l'isolement

Bouzid Belgacem rappelle la difficulté des licenciements vécus par les anciens salariés de l'industrie textile. A la fermeture du peignage de la Tossée en 2004, l'Association des Anciens Salariés du Peignage de la Tossée a été créée pour revendiquer une reconnaissance, des droits et maintenir les liens de solidarité contre l'isolement. Les anciens salariés engagés dans cette mobilisation refusent la double peine : le chômage et l'oubli. Depuis 10 ans,

La mémoire pour le droit

Josette Breton explique les raisons qui ont entraîné la création de l'association des Anciens Mineurs Marocains du Nord/Pas-de-Calais, au moment de la fermeture des mines, vers 1987-1989 et de la mobilisation autour de la mémoire. De nombreux recrutements avaient eu lieu dans le sud Maroc dans le cadre de la récession minière, dans les années 1975, avec des contrats provisoires. On pensait qu'après la fermeture, ces travailleurs repartiraient. Leurs conditions de vie furent pénibles dans ce que ce que l'on appelait les « camps des Marocains ». Surtout, ils ne bénéficiaient pas du statut du mineur, statut particulier qui offrait des avantages (sécurité sociale, logement, chauffage). En 1980, une grève permit d'obtenir ce statut et marqua une prise de conscience des inégalités et des

l'association organise des permanences sociales mais également des manifestations culturelles, des expositions. En 2011, elle crée l'Union des Gens du textile avec le soutien de l'Université populaire et citoyenne dans le but d'élargir son champ d'action en direction de tous les anciens salariés des entreprises textiles de la métropole. Les associations imaginent aussi ensemble la relocalisation ici d'une activité textile inspirée de l'histoire d'Ardelaine.

discriminations à l'égard de cette catégorie de travailleurs. En 1987 également, au moment de la fermeture des mines, certains mineurs marocains n'ont pas accepté le retour au pays qui leur était proposé et ont fait une grève de deux mois pour obtenir un plan social qui fut un échec. C'est à ce moment, et pour poursuivre la lutte, que l'association fut créée. Depuis 1989, l'association mène des actions et des procédures, notamment contre les discriminations. L'association a également souhaité laisser des traces de ce qu'avaient vécu ces mineurs marocains et s'est intéressée au travail de mémoire, avec l'idée que ce sont les travailleurs qui doivent porter eux-mêmes cette mémoire, lui donner de la consistance.

Les luttes des anciens salariés de Métaeurop

Albert Le Bleu est entré dans l'entreprise en 1970 comme ingénieur et y a fait 33 ans de carrière. Il préside aujourd'hui l'association « Chœurs de Fondateurs » qui a été créée le 10 avril 2003. Les objectifs de l'association sont l'accompagnement social et humain autour des valeurs des ex-Métaeurop (par rapport aux problèmes de santé dus à l'exposition au plomb, à l'amiante, etc.), la reconquête de l'emploi, la conduite d'actions en justice pour la reconnaissance des préjudices sanitaires, moraux et financiers. Quatre grands axes sont au cœur de l'objet de l'association : le social, la santé, l'emploi, la justice. Albert Le Bleu explique que deux belles victoires ont été remportées par l'association qui a réussi à faire condamner la maison-mère Metaleurop S.A. A l'époque, le président de la République avait parlé de « patrons voyous » et Jean-Paul Delevoye, alors médiateur de la République, a également évoqué un « lâche abandon ». La deuxième victoire, obtenue après dix années de combat, a concerné les pré-retraites liées à l'exposition à l'amiante qui concernent une centaine de salariés licenciés (sur 800).

Café citoyen textile

OÙ ET COMMENT

**SE TRANSMETTENT LES MÉMOIRES
DES GENS DE L'INDUSTRIE ?**

- LES CHARBONNAGES de WALLONIE et l'amicale des mineurs
- METALEUROP et l'association « Chœur de Fondateurs »
- LES CHARBONNAGES DU NORD DE LA FRANCE et l'association des mineurs marocains
- PEIGNAGE – FILATURE – TISSAGE et l'Union des Gens du Textile

**ENTRÉE LIBRE
BUFFET ET MUSIQUE
AVEC L'ORCHESTRE
KING STAMPERS**

**VEND 5
SEPTEMBRE
20h AU CETI
TOURCOING**

Centre Européen des Textiles Innovants
41 rue des Métissages
59200 TOURCOING
CETI



Contact : 20 rue de Lille 59650 Roubaix 06.61.47.21.06

Avec le soutien de :



Café citoyen textile du 05-09-14 (c) UGT.

Des archives versées aux Archives nationales du Monde du Travail

Concernant la mémoire et le patrimoine, il y avait peu de questionnements au départ, ajoute **Albert Le Bleu**. « Il y a eu le livre de Frédéric Fajardie²⁴ qui a été écrit dans les six mois qui ont suivi la fermeture. Par la suite, des milliers d'heures ont été passées (salariées et bénévoles) avec l'aide de la DRAC et du Conseil général du Pas-de-Calais pour la préservation des archives de l'entreprise qui ont été versées aux Archives nationales du Monde du Travail à Roubaix²⁵. C'est une manière de préserver le patrimoine, pour les générations futures. En dehors de cela, une association s'est créée avec une trentaine d'ex-Métaleurop : elle travaille sur la création d'un centre de la mémoire dans l'ancien bassin

minier, autour de Courcelles-Les-Lens (Projet Metallia, association ACED – Active au Cœur de l'Environnement Durable). » Albert Le Bleu lance également un appel au sujet d'une publication entamée mais non terminée, celle de Jean-Louis Martin, ancien ingénieur, chercheur. Son idée était d'écrire un livre sur cette histoire industrielle de la métallurgie des métaux non ferreux complètement imbriquée avec celle du coke et donc de la houille. Cependant, ses conditions de santé ne lui permettent plus de poursuivre aujourd'hui. Il a rassemblé une centaine de classeurs et constitué une base documentaire extrêmement fournie.

Transmettre les valeurs de solidarité et d'entraide

Ancien militant syndicaliste, **Bouzid Belgacem** inscrit les enjeux de mémoire dans l'héritage plus global de l'histoire des mobilisations en faveur des acquis sociaux qu'il importe de transmettre aux jeunes générations. Ce sont ces luttes, pour les congés payés, la sécurité sociale, les conditions de travail, qui ont permis de créer les conditions de vie d'aujourd'hui, pour nos enfants. Cette histoire constitue un patrimoine historique très important dans notre territoire. Ce patrimoine est aussi constitué des solidarités, des pratiques d'entraides, des valeurs qu'il est urgent de collecter car les témoins disparaissent.

Joëlle le Marec s'interroge sur les manières de transmettre

des valeurs, des expériences comme la solidarité par exemple. Souvent en effet, notamment dans le cadre familial, la transmission n'est pas « consciente ». Elle s'opère dans tout ce qui filtre inconsciemment.

Hamza El Kostiti développe avec vigueur l'idée que « la mémoire est un moyen de faire du collectif, un moyen de faire des choses ensemble », qui s'oppose ainsi au « lien social fragmenté », au « chacun chez soi ». « Il faut que tous les savoirs académiques, ces nombreuses années de recherche nous aident à avancer sur cette demande sociale d'histoire. Si elles ne sont pas utilisées pour le bien commun et la citoyenneté, alors elles ne servent à rien. »

Recueillir la parole authentique

Josette Breton complète ces propos : « sans vouloir dénigrer le travail des historiens ou des scientifiques – car ce travail est nécessaire et important, il faut qu'à côté de ces travaux, il y ait aussi une mémoire ouvrière, à travers le recueil des paroles ouvrières et en particulier des ouvriers immigrés ». Les différents témoignages doivent pouvoir se croiser mais ce travail n'est pas facile à faire. Elle s'interroge : « Comment faire pour amener les chercheurs à travailler avec nous en mettant leur technicité pour nous aider, tout en sachant s'effacer devant la parole authentique ? Nous avons essayé de le faire, en essayant d'intéresser des spécialistes à notre histoire, en leur demandant d'écouter la parole. Et quand ils écoutaient la parole ou quand ils filmaient quelque chose, on exigeait d'être les premiers commentateurs et de dire : 'oui on accepte ça ou non on n'accepte pas ça, ça c'est pas nous...' Et de même, lorsque l'on a fait des entretiens, que l'on a recueilli des témoignages, on s'est arrangé pour former des enfants issus du milieu marocain et mineur pour qu'eux-mêmes y aillent. Car les gens sont assez réticents, dans ces milieux

là, pour se livrer... notamment sur leurs difficultés, leurs luttes ».

Josette Breton évoque aussi des difficultés avec certains musées, sur l'impossibilité par exemple d'emprunter des documents ou des supports d'exposition ou le fait qu'une partie importante de l'histoire sociale de la région, relative aux luttes de ces populations, ne soit pas ou que peu prise en compte. L'association souffre également d'un manque de reconnaissance et de considération : « Nous ne sommes pas pris au sérieux », dit-elle, parce que nous n'avons pas l'étiquette de « grand historien » ou de « grand sociologue », pour terminer par ces mots : « C'est un combat, cette mémoire là. Nous l'avons appelé : la mémoire au service du droit ».

Catherine Gauthier intervient au sujet du recueil de la mémoire immigrée : « nous avons une technicité, un savoir-faire mais nous avons parfois du mal à trouver des témoins qui ont suffisamment confiance en nous pour parler, nous avons du mal à faire advenir cette parole. Le rôle des associations est donc très important. Elles sont un moyen de faire le lien entre nous (chercheurs et témoins). Nous avons aussi des difficultés à trouver de l'argent pour faire ce travail là, travail peu reconnu. Un des chantiers à faire ensemble serait de trouver des occasions, des idées, des moyens pour arriver à vraiment travailler ensemble

24 Frédéric H. Fajardie, *Métaleurop. Paroles ouvrières*, Ed. Broché-Mille et une Nuits, Coll. « Témoignages », 2003.

25 Fonds 2006 002, 2008 004, 2010 010. Ce fonds concerne les archives de Metaleurop Nord (la comptabilité, le personnel, le service technique, les dossiers de liquidation) et un résidu d'archives du local CFE-CGC du site (cote 2010 010 001). <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/cam/>

et se faire mutuellement confiance pour faire advenir la parole des témoins.

Jean-Pierre Balduyck : L'Union des Gens du Textile est le seul acteur qui puisse nous obliger à recueillir tous ces témoignages. Quelles déchirures quand les gens sont partis de chez eux ? Quel accueil ? Quand on parle des dix-sept

nationalités à la Tossée, je n'ai jamais entendu dire que c'était une difficulté, on en a toujours parlé en terme de « culture ajoutée ». Mais il ne faut pas se contenter des mots. Le projet de lieu de mémoire que nous portons doit être un lieu unique en Europe qui donne la priorité aux vies des hommes et des femmes, où elles seraient révélées, expliquées, honorées.

Ardelaine, une entreprise au service de l'emploi et de l'innovation sociale

Pierre Tissier : « La Scop Ardelaine a été créée en 1982 dans un petit village ardéchois, à Saint-Pierreville. La coopérative dispose du label « Entreprise du Patrimoine Vivant²⁶ ». La laine, matière noble, a été travaillée, de la tonte jusqu'à la commercialisation, et fait vivre aujourd'hui près de 50 salariés. Bien que la situation et le contexte soient très différents de Tourcoing, cette expérience montre que la relocalisation d'une activité économique est encore possible. L'entreprise a développé une activité muséographique pour expliquer le travail de la laine et l'ancrage historique de cette activité dans le territoire ardéchois. Le site a accueilli jusqu'à 20 000 visiteurs par an. Un café-librairie a été créé ainsi qu'un restaurant

fonctionnant en circuit court. L'entreprise vit avec une ressource locale, elle est ancrée dans le territoire et vise le développement de l'emploi. Le respect de la logique du développement local et durable a nécessité de faire des choix et de privilégier une autre vision du travail et de l'économie. Ici, au CETI, on innove sur la matière. Nous, on essaie d'innover dans les pratiques sociales, la solidarité, une autre façon de voir l'économie, le partage et la mondialisation. » Pierre Tissier explique sa présence ici par la sympathie qu'il porte au projet des anciens salariés de la Tossée, centré sur la valorisation d'un patrimoine humain et de la mixité, une valeur très importante, et par l'appartenance à une même communauté de métier.

Partir à la reconquête industrielle

Albert Le Bleu : Le patrimoine, ce sont un peu nos racines. C'est à partir de là que l'on peut se donner des ailes et se projeter en avant. C'est donc important de le cultiver. Qu'il s'agisse du CETI ou d'Ardelaine, ce sont des trésors qui sont déjà un patrimoine. Ces expériences doivent nous aider à réfléchir pour partir à la reconquête industrielle. Il constate, sur ce sujet, un manque de volonté politique. Comment, sans esprit de reconquête industrielle, pourrions-nous espérer renverser les courbes du chômage ? Dans le secteur industriel, nous devons avoir une volonté très forte de recréer des activités et d'aller à la reconquête industrielle. Il y a des métiers comme la métallurgie où c'est peut être difficile mais quelques anciens de chez Métaeurop actuellement recréent une activité industrielle, Terra Nova, sur le site d'Isbergues, pour valoriser les métaux précieux de nos cartes électroniques. Nous avons beaucoup cru, au moment de la reconversion du site, en 2003, avec le groupe SITA, que nous pourrions recréer des activités à partir de nos dépotoirs de déchets. Mais ce projet ne s'est pas concrétisé. Le groupe devait créer 190 emplois nets. Il n'y a jamais eu plus de 130 emplois et actuellement ils sont en diminution. Mais l'exemple de l'Ardèche est très intéressant : c'est bien à partir du patrimoine que l'on a créé de nouvelles activités, en les intégrant parfaitement à l'environnement, en utilisant des ressources locales, en faisant des choses socialement intéressantes : produire localement, consommer localement, fédérer les énergies...

A la suite de ces interventions, deux élus prennent la parole au sujet des projets portés par les associations sur un lieu de mémoire textile à Tourcoing.

Peter Maenhout, adjoint au Maire de Tourcoing en charge de la culture et du patrimoine, invite les acteurs, et notamment l'Union des Gens du Textile, à se mobiliser sur la question de la collecte des témoignages vivants de cette histoire, à poursuivre les dynamiques engagées et à leur donner une plus large audience.

Majdouline Sbaï, membre fondatrice de l'Université populaire et citoyenne (Roubaix) et actuelle vice-présidente du Conseil régional en charge de la citoyenneté, de la coopération décentralisée et des relations internationales, rappelle son implication dans les projets portés par l'Union des Gens du Textile, le collectif de l'Union et à travers la genèse du projet de recherche « Chercheurs Citoyens » mené avec le laboratoire IRHiS (université de Lille 3). Elle constate que les questions qui sont discutées suscitent un grand intérêt, de la part des anciens salariés, des chercheurs, des associations, etc. « L'action du Conseil régional sur la valorisation de ce patrimoine se traduit premièrement à travers le soutien d'un programme de recherche citoyenne dans le cadre du dispositif « Chercheurs Citoyens ». Les savoirs issus des sciences humaines et sociales servent à beaucoup de choses. Ils doivent aussi être utiles pour imaginer et construire un projet de développement pour un territoire. Il ne s'agit pas seulement de produire des rapports qui seront lus par nos élus afin d'orienter leurs décisions, mais de « mener une recherche au service de citoyens qui vont eux mêmes écrire quels pourraient être les contours de ces futures politiques publiques, ou même

²⁶ Le label Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV) est une marque de reconnaissance de l'État mise en place pour distinguer des entreprises françaises aux savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence.

proposer des projets concrets à l'échelle d'un quartier ou d'une ville ».

Majdouline Sbaï rappelle que de nombreuses promesses ont été faites sur le projet de lieu de mémoire du textile. « Le Conseil régional s'est engagé pour sa part, dans le cadre des fonds d'investissements de la politique de la ville, à soutenir les travaux de réhabilitation de l'ancienne conciergerie du Peignage de la Tossée. Il s'agit aussi de relayer, au niveau régional, l'ambition plus large portée par les citoyens et de prendre en compte le fait qu'il existe plusieurs démarches mémorielles ou patrimoniales dans la région. Le projet doit répondre à des besoins, trouver

ses publics. Ce projet patrimonial peut aussi être pensé comme une mise en réseaux de lieux, d'espaces (sur le modèle de la Ruhr), autour d'un objectif partagé : penser le patrimoine pour construire l'avenir. »

Il est difficile, conclut Majdouline Sbaï, d'opérer cette transition entre notre passé industriel et la création d'entreprises très modernes dans le secteur des nouvelles technologies. « Notre région est la 4^e en créations d'entreprises, mais il y a tellement eu de destructions d'emplois qu'il faut une médiation sociale, culturelle, historique. Sinon, cette transition est violente, destructrice pour les gens et nous en payons le prix souvent. »

CONCLUSION

Hélène Hatzfeld conclut les échanges du café citoyen textile et de la rencontre annuelle. Elle rappelle que le GIS Ipapic est un réseau regroupant des chercheurs, des professionnels du patrimoine et des associations. « Les membres du Gis partagent et défendent l'idée que le patrimoine est un enjeu de démocratie, qu'il concerne le quotidien, le banal, l'industrie et les métiers, la ville et les quartiers, l'immigration, etc. De plus, il n'y pas d'un côté les chercheurs qui produisent de la connaissance et d'un autre côté des associations, des salariés, des habitants. Au contraire, les travaux du GIS visent à déplacer les points de vue et à valoriser l'égalité de positions entre les acteurs. Hélène Hatzfeld : « Ce qui m'a beaucoup interpellée lors de ces deux journées et aussi de cette soirée, c'est qu'il y a deux positions possibles par rapport à la mémoire : il y a celle qui serait le passéisme ou aussi la position de la victime, en disant : 'c'est vraiment un grand malheur que vous ayez été licenciés'. Oui. Mais, en même temps, si l'on en reste là, je crois que l'on n'avance pas beaucoup. C'est ce qui a été dit au sujet des Manufrance aussi. Mais ce que j'ai entendu, hier et aujourd'hui, de la part des

anciens salariés de la Tossée, avec l'Union des Gens du Textile et l'Université populaire et citoyenne de Roubaix, c'est que justement vous renversez cela pour aller bien au-delà et affirmer ce que Josette Breton a dit ce soir, c'est-à-dire le droit : le droit à vous faire reconnaître, à une légitimité, notamment celle de dire vous-mêmes ce qui fait patrimoine, que votre histoire et votre mémoire font patrimoine et que les institutions doivent les porter aussi. Il y a en effet une extrême importance à décider, non pas seulement du point de vue des institutions, ce qui fait patrimoine, mais que les associations avec les gens de la recherche académique puissent aussi décider des critères de ce qui fait patrimoine et du processus par lequel on peut arriver à cette forme de reconnaissance qui joue un si grand rôle dans notre pays. »

Hélène Hatzfeld remercie les associations et les membres du laboratoire IRHiS pour tout ce qui a été apporté au cours de ces deux journées et souligne la force et le potentiel qui se sont exprimés lors de cette rencontre qui en appelle d'autres.

LISTE DE PARTICIPANTS NON EXHAUSTIVE

NOM PRÉNOM	ORGANISME	MAIL
ABDALLAOUI Bilal	UPC	abdallahouibilal@gmail.com
APRILE Sylvie	IRHiS (Université Lille 3)	sylvie.aprile@gmail.com
ARIKAN Mehmet	Tribu	yoruk.memo@free.fr
ARUISS Ayoub	UPC (stagiaire)	ayoub.bouruiss@yahoo.fr
AUTANT-DORIER Claire	Centre Max Weber	claire.autant@wanadoo.fr
AZZOUG Farida	Stagiaires UPC	azzoug.farida@yahoo.fr
BALDUYCK Jean-Pierre	Ancien député-maire de Tourcoing	jean-pierre.balduyck@laposte.net
BATTEGAY Alain	LAMES	alain.battegay@gmail.com
BELABESS Tina	UPC (service civique)	Non renseigné
BELGACEM Bouzid	AASPT / UGT	belgacemlatossee@gmail.com
BELGACEM Amar	Ancien salarié Tossée	Non renseigné
BENBALHOULI Zouaki	Ancien salarié (J. Desurmont)	Non renseigné
BEN MAHIDDINE Nadia	Habitante	nbenmahiddine@yahoo.fr
BENXAYER Morrad	Département de la politique des publics, Direction Générale des Patrimoines, MCC	morrad.benxayer@culture.gouv.fr
BERTHELEU Hélène	CITERES	helene.bertheleu@univ-tours.fr
BESSE Nadine	Musée d'art et de l'Industrie Saint Etienne	christelle.michalon@saint-etienne.fr
BETKA Myriam	UPC (service civique)	Non renseigné
BOUCHEZ Denise	Collectif de l'Union	bouchez.denise@numericable.fr
BLAES Chantal	Conférence métropolitaine des conseils de développement du pôle Lyon, St Étienne, vienne, Nord Isère	chantal.blaes@laposte.net
BOUFERKAS Nadia	Tribu	yoruk.memo@free.fr
BOUTRY Vincent	UPC	vincent.boutry@yahoo.fr
BOYER Myriam	DRAC	myriam.boyer@culture.gouv.fr
BROITMAN Claudio	IPAPIC	claudiobroitman@gmail.com
CHAUPIN Marie-Thérèse	Atelier Laines d'Europe	atelier5@orange.fr
CIEOL Dario	CDMH	reuteran@pt.lu
CORTEVILLE Julie	Musée français de la photographie	jcorteville@cg91.fr
CRUCE Agnès	SEM Ville Renouvelée	acruce@semvr.fr
DA LAGE Emilie	GERIICO (Université Lille 3)	emilie.dalage@univ-lille3.fr
DASSIE Véronique	Idemec MMSH, Aix-en-Provence	lionver@club-internet.fr
DEBBIH Nora	Habitante	Non renseigné
DE LA SELLE Xavier	Le Rize	xavier.delaselle@mairie-villeurbanne.fr
DELHAYES Pierre-Michel	Ancien salarié Tossée	Non renseigné

LISTE DE PARTICIPANTS NON EXHAUSTIVE

NOM PRÉNOM	ORGANISME	MAIL
DEBOST Jean-Barthélemi	MHI - Musée national de l'Histoire de l'Immigration	jean-barthelemi.debost@histoire-immigration.fr
DEBROCKE Pascale	Plaine Images	pdebrock@plaine-images.fr
DECOSTER Isabelle	UPC	isabelle-decocter@orange.fr
DENIZART Pascal	CETI	Non renseigné
DESHAYES Sophie	Musée d'Histoire de Marseille	sdeshayes@mairie-marseille.fr
DESPREZ Pierre-Yves	UPC (sympathisant)	Non renseigné
DREYFUS-ALPHANDERY Sylvie	BNF - Bibliothèque nationale de France	sylvie.dreyfus@bnf.fr
DRIDI Abderahmane	UGT (ancien salarié)	Non renseigné
DUBUISSON Daniel	IRHIS	daniel.dubuisson@univ-lille3.fr
DUMONTIER Jean-Paul	Péniche "la Joëlle"	dumontier-jeanpaul@gmx.com
EI KOSTITI Hamza	AASPT / UGT	elkostiti@gmail.com
FARVACQUE Fabrice	Ancien salarié Tossée	Non renseigné
GARNIER Julie	CITERES / MIGRINTER	julie.garnier165@orange.fr
GAUTHIER Catherine	Centre Max Weber	catgauthier@yahoo.fr
GAWIN Geoffroy	GERIICO (Université Lille 3)	geoffroy.gawin@yahoo.fr
GELLEREAU Michèle	GERIICO (Université Lille 3)	michele.gellereau@univ-lille3.fr
GRANGE Sylvie	OCIM	sylvie.grange@u-bourgogne.fr
GRAS Renaud	Badinage	museediabolo@gmail.com
HADJDOUDOU Hamed	UPC (service civique)	a.hadjdoudou@laposte.net
HATZFELD Hélène	MCC	helene.hatzfeld@culture.gouv.fr
HOUTTEMAN Annie	Sympathisante UGT	annie.houttemane@laposte.net
JOUYS-BARBELIN Corinne	SIAF	corinne.jouys-barbelin@culture.gouv.fr
KNHAGUI Kamilia	SC UPC	Non renseigné
KITTER Nina	UGT (ancienne salariée)	Non renseigné
LEJEUNE Caroline	CERAPS (Université Lille 2)	lejeune.ca@gmail.com
LE MAREC Joëlle	CERILAC	jlemarec@neuf.fr
LEPERS Yves	SEM Ville Renouvelée	ylepers@semvr.fr
LESCIEUX Anne	UPC	anne.lescieux@yahoo.fr
LETERRIER Sophie-Anne	Université d'Artois	sophieletterrier@free.fr
MACAIRE Elise	Didattica	elise.macaire@paris-lavillette.archi.fr
MAENHOUT Peter	Ajoint au maire de Tourcoing	Non renseigné
MOUMEN Abderahmen	Génériques	a.moumen@generiques.org
NAUDE Nicolas	TEC CRIAC	nnaude@travailculture.org
PEILLON Pierre	Conseil de Développement du Grand Lyon / Pôle métropolitain lyonnais	pierre.peillon@union-habitat.org

LISTE DE PARTICIPANTS NON EXHAUSTIVE

NOM PRÉNOM	ORGANISME	MAIL
PENG Chang Ming	IRHIS	chang-ming.peng@univ-lille3.fr
PESSEMIER Pierre -Emmanuel	Slikaprod	pepessemier@gmail.com
POTTIE Bernard	Ancien salarié Tossée	Non renseigné
POYE Réjane	UPC	rejane.poye@hotmail.fr
RABETTE Mélanie	Proscitec (patrimoines et mémoires des métiers)	contact@proscitec.asso.fr
RAIMONT Philippe	Ancien salarié Tossée	mph.raimont@cegetel.net
REUTER Antoinette	CDMH	reuteran@pt.lu
SAISON Jean-Marie	UGT (ancien salarié)	Non renseigné
SBAI Majdouline	Conseil régional NPDC	msbai@yahoo.fr
SCHAEFFER Patrick	Conseil de Développement de Saint-Etienne Métropole	patrickschaeffer@sfr.fr
SERENA ALLIER Dominique	Museon Arlaten	dominique.serenaallier@cg13.fr
SUZANNE Gilles	LESA	gilles.suzanne@univ-amu.fr
TADROS Ramzi	Approches, Cultures et Territoires	ramzi.tadros@approches.fr
TAECKENS Michel	Proscitec (patrimoines et mémoires des métiers)	contact@proscitec.asso.fr
TARDY Cécile	GERIICO (Université Lille 3)	cecile.tardy@univ-lille3.fr
TELLIER Thibault	IRHIS (Université Lille 3)	thibault.tellier@univ-lille3.fr
TISSIER Pierre	Ardelaine (Saint Pierville)	pierre.tissier@orange.fr
TUFANO Antonella	LAVUE	antonellatufano@hotmail.fr
VANDERMEERSCH Jean-Paul	Ancien salarié Tossée	Non renseigné
VIDREQUIN Maurice	AASPT / UGT	mvidrequin@free.fr
VOLPONI Françoise	PASSIM	af.volponi@wanadoo.fr
WYBO Mathilde	UPC / IRHIS (Université Lille 3)	mathildewybo@yahoo.fr